



Montpellier, le **2 5 JAN. 2013**

N/Réf. : CF/CC/PR/CG - n° 2012-9405

Cher(e) collègue,

Je vous prie de trouver ci-joint l'exemplaire du compte rendu de la séance du Conseil de Communauté du jeudi 17 janvier 2013 à 18h00.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Cher(e) collègue, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général des Services,



Christian FINA.



## SEANCE ORDINAIRE DU 17 JANVIER 2013

\*\*\*\*\*

### Compte rendu

L'an deux mille treize et le dix-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

**Nombre de membres en exercice : 90**

**Etaient présents :**

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. M. DUFOUR, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAUL, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. H. MARTIN, M. J. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, Mme N. MIRAOU, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL, M. P. MARTY suppléant de M. J.-L. MEISSONNIER, M. P. POITEVIN suppléant de M. N. SEGURA.

**Pouvoir(s):**

M. M. ASLANIAN à M. F. TSITSONIS, Mme N. BIGAS à M. J. MARTIN, M. C. BOUILLE à M. P. SAUREL, Mme A. BOYER à Mme G. DELONCLE, Mme M. CASTRE à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. CHASSING à M. C. QUIOT, M. T. DEWINTRE à M. M. FRAYSSE, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. R. CALVAT, M. S. FLEURENCE à Mme C. FOURTEAU, M. J.-P. GRAND à Mme P. MIENVILLE, Mme C. LABROUSSE à Mme A. BENEZECH, M. P. VIGNAL à Mme E. BECCARIA.

**Absent(es):**

Mme S. BLANPIED

### **AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 46 affaires. A la demande de Mme Guiraud et après approbation de M. le Président, l'affaire n°15 : « Urbanisme et Politique Foncière en secteur stratégiques du SCOT – Convention avec l'EPF de Languedoc-Roussillon – Autorisation de signature » est retirée.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 20 DÉCEMBRE 2012**

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du Procès-verbal du jeudi 20 décembre 2012. Le Procès-verbal de la séance du jeudi 20 décembre 2012 est adopté à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

N°D2012-523 - 14/12/12 - Direction de la Culture

Décision relative à l'avenant n°2 à la convention transitoire d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie

**Objet :** Un avenant n°2 à la convention transitoire d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie est conclu avec l'Association "Opéra Orchestre de Montpellier Languedoc-Roussillon", aux fins de prise en compte, par le bénéficiaire de la mise à disposition, des frais relatifs à la présence d'un agent qualifié SSIAP 1 24h/24, du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2012.

**N°D2012-546 – 14/12/12 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Local technique dans le parking de l'Hôtel de Ville de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'agglomération de Montpellier occupe temporairement un local technique appartenant à la Ville de Montpellier, situé dans le Parking Hôtel de Ville à Montpellier. L'occupation est consentie à titre gratuit pour toute la durée de fonctionnement des lignes du tramway.

**N°D2012-595 - 10/12/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

**Décision relative au contrat pour l'action de formation CAP ISO 2013**

**Objet :** Un contrat est conclu pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Iso avec la société WALL SAS, Rd-Pt Benjamin Franklin - CS 39520 – 34960 Montpellier cedex 2. Ce contrat concerne le programme de formation d'actions collectives proposé, par le BIC Cap Alpha - Cap Oméga pour l'année 2013, aux entreprises accompagnées. Le contrat prend effet à compter de sa notification et pour une durée de dix mois. Le montant total de la prestation s'élève à douze mille euros H.T.

**N°D2012-620 - 10/12/12 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative à un avenant au contrat d'assistance téléphonique, de maintenance informatique de matériels et de suivi de logiciels du système de gestion dynamique du temps de travail**

**Objet :** Un avenant au contrat d'assistance téléphonique, de maintenance informatique des matériels et de suivi des logiciels du système de gestion dynamique du temps de travail est conclu avec la société HOROQUARTZ sise à Paris. Cet avenant concerne des licences spécifiques du logiciel de gestion dynamique du temps de travail « eTemptation » (portail captif HQ Kiosk 1000 agents et version distribuable One-reader) et un lecteur de présence. Cet avenant prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Le montant annuel de cet avenant s'élève à 803,42 € T.T.C. Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à 21 503,45 € T.T.C.

**N°D2012-623 - 21/12/12 - Direction de la Culture**

**Décision relative à une donation au Musée Fabre de 14 œuvres d'art graphique et de peinture du XX<sup>ème</sup> siècle d'Henri de Maistre**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don fait par la famille de Maistre, de 14 œuvres d'art graphique et de peinture du XX<sup>ème</sup> siècle, d'Henri de Maistre. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du Musée Fabre.

**N°D2012-624 - 11/12/12 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un marché n°3017 pour la réalisation des Visites Techniques Approfondies des aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez**

**Objet :** Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la société SAFEGE Environnement, sise à Montpellier en vue de la réalisation des Visites Techniques Approfondies des aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez. Le marché comprend les missions suivantes : l'inspection détaillée des ouvrages sur environ 21 km de digues et l'élaboration de 5 rapports d'inspection, un par ouvrage. La durée du marché est de 12 mois à compter de la date de notification. Le marché pourra être reconduit de manière expresse 2 années consécutives. Le montant du marché s'élève à 13 500 € H.T.

**N°D2012-625 - 06/12/12 - Direction de la Culture**

**Décision relative à l'achat du spectacle Le Messenger**

**Objet :** La décision n°D2012-220 relative à l'achat du spectacle « Le Messenger » est abrogée. La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Le Messenger » joué le 19 septembre 2012 à l'ESAT La Bulle Bleue. Ce marché est conclu avec le Théâtre de la Remise et l'ESAT La Bulle Bleue. Le montant du marché s'élève à 500 € T.T.C.

**N°D2012-630 - 06/12/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

**Décision relative au marché n°2999MG12, aménagement de bureaux au premier étage du pavillon Junon à l'hôtel d'Agglomération**

**Objet :** Un marché n°2999MG12 de travaux pour l'aménagement de bureaux au premier étage du pavillon Junon à l'hôtel d'Agglomération

est passé avec les sociétés :

Lot 1 : JF Cortina à Montpellier pour un montant de 69 121,50 € H.T. (offre de base),

Lot 2 : Clestra à Marseille pour un montant de 41 991 € H.T. (offre de base),

Lot 3 : Boisson à Madaison pour un montant de 168 550 € H.T. (offre de base+option+variante),

Lot 4 : INEO à Lattes pour un montant de 98 853 € H.T. (offre de base),

Lot 5 : BTH à Assas pour un montant de 20 686,50 € H.T. (offre de base),

Lot 6 : L'Atelier du sol à Servian pour un montant de 24 247,49 € H.T. (offre de base),

Lot 7 : Menuiserie Cardonnet à Saint Mathieu de Trévières pour un montant de 223 274 € H.T. (offre de base),

Lot 8 : MEDITRAG à Agde pour un montant de 7 494,36 € H.T. (offre de base).

Le marché prend effet à compter de la notification pour une durée de 10 mois.

**N°D2012-631 - 11/12/12 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Commerce Entre Nous Coiffure**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération indemnise Mme ARCURI Hélène pour le commerce ENTRE NOUS COIFFURE au 6, rue du Cheval Vert à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3ème ligne de

tramway, avec une indemnité définitive de 3 224 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 24 septembre 2012. Déduction faite de la somme de 823 € déjà versée, le solde s'élève à 2 401 €.

**N°D2012-633 - 06/12/12 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une indemnisation de dommage de travaux public - Commerce Espace Foot**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération indemnise la SARL ESPACE FOOT, représentée par M. DEMOULIN, gérant, exploitant le commerce ESPACE FOOT au 28 Boulevard du Jeu de Paume à Montpellier, pour le préjudice généré par le chantier de la 3ème ligne de tramway, avec une indemnité définitive de 16 600 €, décidée par la Commission d'Indemnisation à l'Amiable du 24 septembre 2012.

**N°D2012-640 - 14/12/12 - Direction de la Culture**

**Décision relative à un marché n°2939DC12 de fourniture d'étiquettes RFID pour l'équipement des documents du réseau des médiathèques**

**Objet :** Un marché à bons de commande n°2939DC12, est passé avec la société NEDAP BP sis 8/10 Chemin d'Andrésy - BP 90050 Eragny/Oise - 95611 Cergy-Pontoise Cedex. Ce marché concerne la fourniture d'étiquettes RFID pour l'équipement des documents du réseau des médiathèques de Montpellier agglomération. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an reconductible 2 fois. Le montant du marché s'élève pour un montant mini de 10 000 € H.T. / an et un montant maxi de 30 000 € H.T. / an.

**N°D2012-643 - 06/12/12 - Direction de la Culture**

**Décision relative au contrat de prêt à titre gratuit de l'exposition 'Rouge' présentée à la médiathèque Albert Camus du 22 janvier 2013 au 9 février 2013.**

**Objet :** Un contrat de prêt pour l'exposition « Rouge » est conclu avec l'association atelier de photo de Clapiers. Le prêt consenti à titre gratuit prendra effet à compter du 22 janvier 2013 jusqu'au 12 février 2013 inclus. Il comprend 45 photos avec cadres.

**N°D2012-645 - 14/12/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EARSONICS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société EARSONICS pour une période de six mois à compter du 01 décembre 2012 soit jusqu'au 31 mai 2013. La redevance à payer par la société EARSONICS pour la surface de 164,05 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 1 712,68 euros H.T.

**N°D2012-648 - 20/12/12 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative au marché n°3127 de coordination de sécurité et protection de la santé (SPS) dans la construction de la station d'épuration intercommunale et du réseau de transfert de Saint Génès-Sussargues**

**Objet :** Un marché n°3127 de coordination sécurité et protection de la santé, sans formalités préalables et à prix global et forfaitaire est passé avec SARL AASCO, sise, 3, rue du Couvent, 84 350 Courthézon. Ce marché comprend les missions de Coordination de niveau 2 en matière de Sécurité et Protection de la Santé en phases conception et réalisation pour la construction de la station d'épuration intercommunale et du réseau de transfert de Saint Génès-Sussargues. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 24 mois. Le montant du marché s'élève à 10 752,00 € H.T.

**N°D2012-651 - 14/12/12 - Direction des Finances**

**Décision relative au transfert partiel d'un contrat d'emprunt conclu avec le Crédit Agricole du Languedoc suite à la dissolution du SIVOM de l'Etang de l'Or**

**Objet :** Suite à la dissolution de SIVOM de l'Etang de l'Or, dont les modalités sont fixées par les arrêtés préfectoraux n°2011/01/2618 du 9 décembre 2011 et n°2012/01/669 du 22 mars 2012, le contrat d'emprunt n°0183VE018PR conclu avec le Crédit Agricole du Languedoc est transféré partiellement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La part de capital restant dû transférée est de 543 925,28€ au 1er janvier 2011, conformément aux arrêtés préfectoraux susvisés.

**N°D2012-652 - 06/12/12 - Direction de la Culture**

**Décision relative à l'achat du spectacle Kid Palace - Théâtre de Villeneuve-lès-Maguelone**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Kid Palace joué le 15 décembre 2012 au théâtre de Villeneuve lès Maguelone. Ce marché est conclu avec l'Association Centre Culturel Bérenger de Frédol – Théâtre de Villeneuve-lès-Maguelone, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 7 500 € T.T.C.

**N°D2012-653 - 11/12/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

**Décision relative à un avenant de transfert au marché n°2495 d'exploitation et de maintenance en Génie Climatique des bâtiments de l'Agglomération de Montpellier**

**Objet :** Un avenant n°2 au marché 2495 concernant l'exploitation et la maintenance en Génie Climatique des bâtiments de l'Agglomération de Montpellier doit être passé en vue du transfert à la société Cégélec maintenance des prestations exercées jusqu'alors par la société Cégélec Sud-est.

**N°D2012-655 - 21/12/12 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets**

**Décision relative à un marché complémentaire n°3184GD12 au marché n°2553GD11 pour la réalisation du dossier règlementaire soumis a enquête publique du casier n°2 de l'ISDND de Castries conclu avec ANTEA**

**Objet :** Un marché n°3184GD12 de fournitures courantes et services est passé avec la société ANTEA sise, ZAC du Moulin, 803 bld Duhamel du Monceau – CS 30602, 45 160 Olivet Cedex. Ce marché concerne la réalisation d'études supplémentaires dans le cadre de la tierce expertise du dossier de demande d'autorisation d'exploiter le casier n°2 prescrite par les services de l'Etat. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 mois. Le montant du marché s'élève à 9 500,00 € H.T.

**N°D2012-657 - 11/12/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

**Décision relative au marché n°3037DS12 de travaux d'aménagement d'un parking mutualisé à Lattes**

**Objet :** Un marché de travaux n°3037DS12 est passé avec l'entreprise Crégut Languedoc sise à Montpellier. Il concerne les travaux d'aménagement d'un parking mutualisé à Lattes. Le marché prend effet à compter de sa notification et dure 4 mois. Le montant de base avec les prestations supplémentaires ou alternatives n°1 et 2 incluses est de 410 656,79 € H.T.

**N°D2012-659 - 14/12/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société ASA pour une période de six mois à compter du 01 décembre 2012 soit jusqu'au 31 mai 2013. La redevance à payer par la société ASA pour la surface de 41,53 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 400,76 euros H.T.

**N°D2012-660 - 06/12/12 - Direction de la Culture**

**Décision relative au marché n°3161DC12 de travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition Dessins italiens, de Raphaël à Tiepolo**

**Objet :** Un marché de travaux est passé avec les sociétés La Varlope sise à Teyran pour le lot n°1 et l'Atelier sise à Aubagne pour le lot n°2. Ce marché concerne l'aménagement des espaces des salles d'expositions temporaires (lot 1) et la réalisation et mise en place de la signalétique (lot 2). Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de six mois. Le montant du marché s'élève à 22 600 € H.T. pour le lot n°1 et 14 254,25 € H.T. pour le lot n°2 soit un total de 36 854,25 € H.T.

**N°D2012-661 - 21/12/12 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

**Décision relative à un marché n°3154EA12 de travaux préparatoires au confortement des digues du Lez sur le tronçon aval**

**Objet :** Un marché de travaux est passé avec la société EIFFAGE, ZI les Estroublans, 4 rue de Copenhague, BP70027, 13741 VITROLLES Cedex en vue de la réalisation des travaux de déplacement des réseaux secs et humides situés dans l'emprise des digues du Lez à conforter au droit de deux campings sur la Commune de Lattes. Le marché comprend des travaux de dévoiement de plusieurs réseaux d'eau potable, d'électricité, d'évacuation des eaux usées, d'éclairage public et des réseaux incendie armé et gaz, le déplacement d'un poste de transformation électrique et d'une armoire de comptage, la réfection et le déplacement de voiries. La durée du marché est de 6 semaines à compter de la date de notification. Le montant du marché s'élève à 58 238,92 € H.T.

**N°D2012-662 - 21/12/12 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets**

**Décision relative à un marché complémentaire n°2127S12.01 pour une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé dans le cadre des travaux de reconstruction du hall 7 de déshydratation des digestats de l'unité de méthanisation de Montpellier**

**Objet :** la Collectivité souhaite autoriser la signature d'un marché complémentaire au marché conclu pour la réalisation de l'unité de méthanisation de Montpellier, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics. Ce marché complémentaire vise à étendre la mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé aux travaux de reconstruction du hall de déshydratation des digestats endommagé par l'incendie du 13 septembre 2010, ainsi que de reprise de la galerie de liaison entre le hall de déshydratation et le hall de maturation des digestats. Le montant du marché s'élève à 16 000 € H.T.

**N°D2012-663 - 14/12/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DHOMINO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société DHOMINO pour une période de douze mois à compter du 01 décembre 2012 soit jusqu'au 30 novembre 2013. La redevance à payer par la société DHOMINO pour la surface de 24 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 283,44 euros H.T.

**N°D2012-666 - 21/12/12 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets**

**Décision relative à un marché complémentaire n°2127S12.02 de contrôle technique dans le cadre des travaux de reconstruction du hall 7 de l'unité de méthanisation**

**Objet :** Un marché complémentaire n°2127S12.02 au marché n°748 de prestations de service est passé avec le groupement de sociétés SOCOTEC sise 1140 avenue Albert EINSTEIN 34 000 Montpellier et CETE APAVE sise 8 rue Vernazza, BP 193, 13322 Marseille cedex 16. Ce marché concerne l'exécution des missions de contrôle et de vérifications techniques dans le cadre de la reconstruction du hall de déshydratation des digestats, endommagé par l'incendie du 13 septembre 2010, dans le cadre des travaux de reconstruction du hall 7 de l'usine de méthanisation, pris en charge par le constructeur et suivi techniquement par la SERM. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 11 mois. Le montant du marché s'élève à 42 380,00€ H.T.

**N°D2012-667 - 11/12/12 - Direction des Ressources Humaines**

**Décision relative à un marché n°2943RH12 d'évaluation des Risques Professionnels des établissements de la Direction de la Culture de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

**Objet :** Un marché de service n°2943RH12 est passé avec la Société EI Groupe, « Le Fontbelle » sise à Montpellier. Ce marché consiste à réaliser l'Évaluation des Risques Professionnels des 24 établissements de la Direction de la Culture de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi que leur mise à jour, afin de répondre aux exigences juridiques. La tranche ferme consiste à réaliser l'Évaluation des Risques Professionnels de chaque établissement et devra recenser l'ensemble des risques pour chaque unité de travail définie. Le titulaire du marché est chargé de leur évaluation, de leur hiérarchisation et de la priorisation des mesures de préventions qui seront

préconisées. La tranche conditionnelle concerne la mise à jour des Documents Uniques qui sera conduite une fois par an (sur deux ans) à la date d'anniversaire de chaque Évaluation des Risques Professionnels réalisée dans la tranche ferme. Il s'agit d'analyser l'activité, de réévaluer les risques et le plan d'actions qui en découle. Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée totale est de deux ans et demi. Six mois pour la tranche ferme et deux ans pour la tranche conditionnelle. Le montant du marché s'élève à 80 190 € H.T.

**N°D2012-668 - 21/12/12 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel**

**Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études de Baillargues confié à la SAAM pour les études d'impact sur le site stratégique Plaine du Colombier**

**Objet :** Un marché est passé avec la société INGEROP, Espace Concorde, Parc d'activités de l'aéroport, 120 impasse Jean-Baptiste Say, 34 470 PEROLS. Ce marché concerne la réalisation des dossiers d'étude d'impacts sur le site stratégique Plaine du Colombier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans. L'estimation maximale des commandes passées au travers du présent marché à bons de commande s'élève à 40 000 € H.T.

**N°D2012-669 - 27/12/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société NOYA dans la ZAC Marcel Dassault**

**Objet :** La candidature de la société NOYA est agréée en vue de l'acquisition du lot 24 de 2 595 m<sup>2</sup> dans la ZAC Marcel Dassault pour y construire un bâtiment de bureaux et entrepôts de 1 135 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 297,5 m<sup>2</sup>. Son activité est le BTP - maçonnerie générale. La société projette un effectif de 30 personnes dans 3 ans.

**N°D2012-670 - 14/12/12 - Direction de la Culture**

**Décision relative à la location du film Tinghir-Jérusalem : les échos du Mellah auprès de la société Les Films d'un jour**

**Objet :** Un contrat de prestation est conclu avec la société Les Films d'un jour pour la projection unique et non commerciale le 13/12/12 du film "Tinghir-Jérusalem : les échos du Mellah" à la médiathèque Fellini pour 179 euros.

**N°D2012-672 - 14/12/12 - Direction de la Culture**

**Décision relative à la location du film La grotte des rêves perdus auprès de Metropolitan Filmexport**

**Objet :** Un contrat de prestation est conclu avec Metropolitan Filmexport pour 358,80 euros T.T.C. concernant la projection du film "La grotte des rêves perdus" à la médiathèque Fellini le 13 novembre 2012 à 18 h.

**N°D2012-673 - 11/12/12 - Direction de la Culture**

**Décision relative au marché n°3170DC12 de fourniture de matériels d'éclairage pour le musée Fabre**

**Objet :** Un marché à bons de commande est passé avec la société ISEA sise à Montoux concernant la fourniture de matériels d'éclairage pour les salles d'exposition temporaire du musée Fabre. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de trente six mois. Le montant du marché est de 50 000 € H.T. maximum.

**N°D2012-674 - 21/12/12 - Direction des Finances**

**Modification de l'acte constitutif de la régie d'avances de la Direction des Ressources Humaines**

**Objet :** Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances de la Direction des Ressources Humaines, il convient de modifier le montant maximum de l'avance consentie. Le nouveau montant est fixé à 5 000 €.

**N°D2012-675 - 21/12/12 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Décision complémentaire à la décision n°D2012-311 relative à l'acquisition d'un local situé au 329 rue Léon Blum à Montpellier au 3<sup>ème</sup> étage de l'immeuble Coupole Sud**

**Objet :** Par une décision du 28/09/2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est portée acquéreur auprès de la SA Ciléo Développement d'un local situé au 3<sup>ème</sup> étage de l'immeuble Coupole Sud situé au 329 rue Léon Blum à Montpellier, parcelle HI315. La présente décision a pour finalité de compléter cette décision en ajoutant à l'acquisition deux places de stationnement, lot numéro 5205 et lot n°5206, situés au niveau R-3 de l'immeuble. Ce rajout n'a aucune incidence sur le prix initial de l'acquisition.

**N°D2012-676 - 21/12/12 - Direction des Finances**

**Modification de l'acte constitutif de la régie d'avance de la Direction des Finances**

**Objet :** Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avance de la Direction des Finances, il convient de modifier le montant maximum de l'avance consentie. Le nouveau montant est fixé à 7 000 €.

**N°D2012-677 - 12/12/12 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3078UH12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un Schéma Directeur Temps et Territoire**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°3078UH12 concernant une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un Schéma Directeur Temps et Territoire (SDiTT) est passé avec l'entreprise Acadie. Cet avenant concerne la modification de l'équipe d'Acadie, suite au départ d'une des personnes pressentie pour la prestation, ainsi qu'un rééquilibrage des moyens souhaités entre les phases 1 et 2. Le montant du marché est inchangé.

**N°D2012-680 - 21/12/12 - Direction des Sports**

**Décision relative à un marché n°3183DS12 de nettoyage des façades de la Piscine Olympique Antigone**

**Objet :** Un marché n°3183DS12 de prestations de services est passé avec la société ABER PROPLETE AZUR sise 942 rue de l'Industrie à Montpellier (34070). Ce marché concerne le nettoyage des façades vitrées et de divers ouvrages en acier laqué de la Piscine Olympique d'Antigone à Montpellier. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service. La durée du marché est de 24 mois. Le montant annuel du marché s'élève à 25 000 € H.T. maximum.

**N°D2012-681 - 21/12/12 - Direction de la Culture**

**Décision relative à un marché n°3105DC12 de raccordements des sprinklers de l'Opéra Comédie à l'installation existante**

**Objet :** Un marché n°3105DC 12 est passé avec l'entreprise COFELY AXIMA sise à Lattes. Ce marché concerne, suite à la création de la bache à eau pour une protection supplémentaire des nouvelles installations à l'Opéra Comédie, le raccordement des sprinklers à l'installation existante. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un mois. Le montant du marché s'élève à 56 300,00 € H.T.

**N°D2012-694 - 14/12/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

**Décision d'ester en justice référé expertise SNC L&F**

**Objet :** La défense de la Communauté d'agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés et SCP Charrel et associés suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1205125-10 le 27 novembre 2012 près le Tribunal Administratif de Montpellier par la société SNC L&F tendant à la désignation d'un expert consécutivement à préjudice commercial subi dans le cadre des travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.

**N°D2012-695 - 21/12/12 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets**

**Décision relative à un marché n°3145GD12 de réalisation du marquage au sol et de la signalétique du centre de tri DEMETER**

**Objet :** Un marché de fourniture courantes et services n° 3145GD12 est passé en vue de réaliser le marquage au sol et la signalétique verticale du centre de tri DEMETER. Ce marché prend effet à sa notification pour une durée d'1 mois. Le montant de ce marché est de 11 995,65 € H.T.

**N°D2012-697 - 21/12/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

**Décision relative au marché n°3179EA12 subséquent à l'accord cadre n°2946, d'animation de la concertation avec les usagers sur la gestion de l'eau**

**Objet :** Un marché n°3179EA12 d'animation de la concertation avec les usagers sur la gestion de l'eau est passé avec le groupement SERVICE PUBLIC 2000/KFH Com/ LISODE. Ce marché est subséquent à l'accord cadre intitulé Assistance à Maitrise d'ouvrage pour l'organisation des services du cycle de l'eau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service. Sa durée est de 8 mois. Le montant du marché s'élève à 103 475,00 € H.T. (offre de base avec variantes 1, 3 et 4).

**N°D2012-698 - 20/12/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

**Décision d'ester en justice Ismail Moussa**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1205123-5, le 28 novembre 2012, par Monsieur Ismail Moussa contre l'arrêté Préfectoral n° 2012-I-2198 en date du 28 septembre 2012 déclarant d'utilité publique l'opération d'aménagement de la ZAC DESCARTES sur la commune de Lavérune.

**N°D2012-700 - 27/12/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société Solandis dans les Ateliers Relais de Prades de Lez**

**Objet :** La candidature de la société Solandis est agréée en vue de la location dans les Ateliers de Prades de Lez. Son activité est la fabrication d'articles divers en matières plastiques et autres, principalement par découpes, gravures et pliages ainsi que toutes opérations commerciales et industrielles import/export. Elle est candidate au renouvellement de la location des lots 2 et 3 de 225 m² pour une période d'1 mois.

**N°D2012-701 - 21/12/12 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2771T11 de réalisation d'une étude relative à la tarification sociale du réseau TaM**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2771T11 est passé avec le cabinet Maryline Bessone Conseils (MBC). Cet avenant prolonge le délai d'exécution du marché au 30 juin 2013. Le présent avenant n'a pas d'incidence financière.

**N°D2012-703 - 21/12/12 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel**

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles OL 77 et OO 40 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire depuis le 22 mai 2012 d'une ancienne maison de gardes-barrières, acquise dans le cadre de l'extension ouest de la 2ème ligne de tramway. Pour éviter une occupation illégale des lieux et compte tenu de l'état de délabrement du bâti, il y a lieu de procéder à la démolition de cette maison.

**N°D2012-704 - 21/12/12 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel**

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle AN 15 - Commune de Fabrègues**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire depuis le 22 mai 2012, de la parcelle cadastrée AN 15 à Fabrègues, supportant une maison d'habitation (ancienne maison de garde d'un passage à niveau), acquise dans le cadre de l'extension ouest de la 2ème ligne de tramway. Cette maison est en état de délabrement et pour éviter toute occupation illégale, il y a lieu de la démolir.

**N°D2012-705 - 21/12/12 - Direction des Ressources Informatiques**

**Décision relative à un contrat de maintenance et d'assistance du logiciel de Gestion de Relation Client EUDONET**

**Objet :** Un contrat de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société EUDOWEB sise à Courbevoie. Ce contrat concerne le logiciel de Gestion de Relation Client EUDONET installé à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi, lui permettant de mutualiser l'information, de connaître l'historique de ses prospects et de réaliser des statistiques. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 mars 2013. Le montant de ce contrat s'élève à 5 441,80 € T.T.C.

**N°D2012-707 - 19/12/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

**Décision relative à une convention de partenariat avec la CAF de l'Hérault**

**Objet :** Un contrat est passé avec la CAF de l'Hérault. Cette prestation concerne l'envoi par la CAF d'environ 8000 entrées gratuites offertes par la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 26 décembre 2012, aux familles



bénéficiaires du RSA activité résidant dans les 31 Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour des équipements communautaires ludiques sportifs ou culturels. La prestation prend effet à compter de la signature du contrat et se termine le 21 décembre 2012. Le montant de la prestation s'élève à 2 155,65 € T.T.C.

**N°D2012-708 - 24/12/12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

**Décision relative aux modifications des tarifs des équipements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 26 décembre 2012**

**Objet :** L'accès au musée Fabre, au musée archéologique Henri Prades, au planétarium Galilée, à l'aquarium Mare Nostrum, à la patinoire Végapolis et à la piscine olympique d'Antigone sera gratuit le 26 décembre 2012 pour les personnes défavorisées invitées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**N°D2012-710 - 27/12/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMPUFIRST au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMPUFIRST pour une période de 6 mois à compter du 1er janvier 2013, soit jusqu'au 30 juin 2013. A compter du 1er janvier 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société COMPUFIRST pour la surface de 178,43 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 496,24 euros conformément au tarif applicable.

**N°D2012-711 - 27/12/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EXPERTISE RADIOLOGIE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EXPERTISE RADIOLOGIE pour une période de 12 mois à compter du 1er janvier 2013, soit jusqu'au 31 décembre 2013. A compter du 1er janvier 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société EXPERTISE RADIOLOGIE pour la surface de 133,87 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 738,97 euros conformément au tarif applicable.

**N°D2012-715 - 27/12/12 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société B2B dans les Ateliers Relais de Prades le Lez**

**Objet :** La candidature de la société B2B est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais de Prades le Lez. Son activité est la gestion de propriété intellectuelle, recherche et développement. Elle est candidate au renouvellement de la location de l'atelier 6 de 112.5 m<sup>2</sup> et de la parcelle de 20 m<sup>2</sup> situé au niveau des espaces verts pour une période de 24 mois. L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

**AFFAIRE N°4 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS – PRÉSENTATION DU RAPPORT PRÉALABLE AU DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE SUR LA SITUATION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE - APPROBATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions du décret du 17 juin 2011 pris en application de l'article 255 de loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 », les collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants sont tenues de présenter, préalablement au débat d'orientation budgétaire, un rapport sur sa situation en matière de développement durable.

L'objectif consiste principalement à mesurer et rendre compte de la façon dont les actions et projets de la collectivité en matière de développement durable orientent ses politiques de manière transversale. Le rapport s'inscrit dans un contexte général de transparence et d'information à destination des citoyens dans le sens d'une plus grande intégration du développement durable à tous les niveaux.

La circulaire du 3 août 2011 portant application de ce décret précise le contenu et les modalités d'élaboration du rapport qui doit comporter un bilan des actions conduites au titre des activités internes, de la gestion, du patrimoine, et du fonctionnement de la collectivité et le bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire.

L'an dernier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait pris le parti d'établir le rapport 2011 en prenant appui sur l'Agenda 21, véritable feuille de route pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de développement durable.

Pour l'année 2012, la Communauté d'Agglomération a souhaité élaborer un rapport complet et détaillé analysant l'activité de la collectivité sous l'angle des cinq finalités du développement durable, définies par le code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique,
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources,
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations,
- l'épanouissement de tous les êtres humains,
- une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Ce rapport dresse le bilan des activités de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur les années 2011 et



2012 ; il renseigne une vingtaine d'indicateurs de suivi sur une année de plein exercice, soit l'année 2011.

En matière de lutte contre le changement climatique et pour compléter les orientations de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), mettant en avant la notion de « ville compacte », la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est dotée, en 2011, d'un Agenda 21. Le Plan Climat Energie Territorial (PCET), en cours d'élaboration, vient compléter ce dispositif et constitue l'outil majeur des politiques d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique dans le contexte méditerranéen. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a défini l'objectif majeur d'accélérer la transition vers de nouvelles mobilités en déployant une offre de transports multimodale à l'échelle du territoire avec une priorité forte donnée au tramway. Parallèlement, des actions pour une meilleure maîtrise de la demande en énergie et pour le renforcement de la performance des bâtiments ont été lancées au moyen notamment, d'un plan de rénovation de l'habitat privé ancien qui décline le programme national « Habiter mieux ».

En interne, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se veut aussi exemplaire dans la lutte contre le changement climatique. Ainsi, depuis cinq ans, elle s'est engagée dans un programme ambitieux de réduction des consommations énergétiques de ses bâtiments. Pour améliorer la performance énergétique des déplacements des agents, elle a mis à leur disposition des véhicules moins polluants et des vélos. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a aussi fait le choix d'associer largement ses agents à l'élaboration du PCET, au sein d'ateliers internes destinés à proposer des actions concrètes.

En matière de préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est fixée comme objectif de préserver le capital nature en contenant l'étalement urbain et en assurant le respect de la biodiversité. La valorisation des paysages, la biodiversité et l'agriculture de proximité sont des éléments clés au cœur de ces outils de planification urbaine (SCOT, Plan de Déplacement Urbain, Eco-référentiel des projets urbains, etc...). La protection des ressources et la gestion du cycle de l'eau constituent aussi des objectifs forts de la collectivité, mis en œuvre par la poursuite de la réalisation du Schéma Directeur d'Assainissement (SDA), l'élaboration du Schéma Directeur pour l'Eau Potable (SDEP) et d'un plan d'action pour la prévention des risques d'inondation.

En interne, des actions ont été menées pour une meilleure maîtrise des consommations d'eau et de papier par les services. Une gestion douce des espaces verts a également été mise en œuvre. Enfin, la prise en compte des aspects environnementaux pour les achats publics a été développée.

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a facilité l'accès de tous au logement par la mise en œuvre d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) ambitieux entre 2007 et 2012, permettant l'accroissement du parc de logements sociaux et la réhabilitation du parc de logements privés. Un nouveau PLH est actuellement en cours d'élaboration pour la période 2013-2018. La politique d'aménagement du territoire de la collectivité valorise la mixité fonctionnelle des espaces à l'image de son projet ambitieux EcoCité « de Montpellier à la mer ». Enfin, le maillage territorial des équipements sportifs, culturels et de loisirs représente de véritables vecteurs de cohésion sociale pour le territoire de l'agglomération.

En interne, la Communauté d'Agglomération de Montpellier intègre des clauses sociales dans les marchés adaptés et mène une politique renforcée de formation et de sensibilisation auprès de ses agents.

Concernant l'épanouissement de tous les êtres humains, la collectivité a choisi de s'engager à travers, en particulier, deux objectifs : renforcer la place des femmes dans la société et lutter contre l'exclusion. Son Schéma Directeur sur l'Accessibilité a été élaboré dans ce sens. En matière d'emploi, l'enjeu est de renforcer la politique d'emploi et d'insertion des jeunes en réponse à la dynamique démographique du territoire. La Communauté d'Agglomération organise deux fois par an les Rencontres pour l'emploi et a apporté un soutien à la création d'entreprises notamment des entreprises solidaires. Son action vise également à mettre en place des services et une offre adaptés aux besoins des publics spécifiques, à l'exemple du service de téléalarme ou encore du programme « savoir nager » pour les scolaires.

Dans les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, peuvent être soulignées des actions en faveur d'une politique d'égalité hommes / femmes et d'un renforcement de la prévention contre les maladies cardiovasculaires auprès des agents de la collectivité par le biais d'un partenariat avec l'association GEFLUC.

La dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables est prise en compte dans deux principaux domaines. D'une part, il s'agit de renforcement de l'économie de l'excellence au travers des filières stratégiques. Cela se concrétise par le développement d'une offre performante de foncier, d'immobiliers adaptés, de services et d'infrastructures à destination des entreprises : le Business Innovation Centre (BIC), le Labex Entreprendre et le MIBI (Montpellier International Business Incubator) et également par le soutien des filières d'avenir, avec une participation aux pôles de compétitivité et à la Société d'accélération du transfert de technologies (SATT). L'économie solidaire est aussi valorisée. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est également engagée dans une politique de consommation responsable en mettant en place un programme local de prévention des déchets qui privilégie les techniques innovantes de valorisation des déchets.

L'éco-exemplarité de la collectivité en interne se retrouve dans sa charte de l'achat public durable et dans les efforts de certification des prestataires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les objectifs spécifiques identifiés pour chacune de ces 5 finalités constitueront, au delà du présent rapport, la feuille de route de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour analyser chaque année la mise en œuvre de ses politiques publiques sous l'angle du développement durable, permettant de suivre et d'évaluer leur avancement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport sur la situation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de

développement durable;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°5 : FINANCES – DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2013**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Conformément aux dispositions combinées des articles L.2312-1 et L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le Budget Primitif 2013.

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avant l'adoption du Budget Primitif 2013. Il permettra de détailler les grands projets structurants et de projeter les équilibres financiers de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- participer au débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2013 sur la base du document joint en annexe  
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Communautaire prend acte du Débat d'Orientations Budgétaires.

## **AFFAIRE N°6 : FINANCES – ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PROVISOIRES AUX COMMUNES POUR L'EXERCICE 2013**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'attribution de compensation a pour objectif de garantir la neutralité des transferts de produits et de charges entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses 31 Communes membres.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel de cette attribution doit être notifié aux Communes avant le 15 février 2012.

Afin de procéder à son versement par douzièmes, il convient de délibérer sur le chiffrage des attributions de compensation.

Ce chiffrage est prévisionnel, l'attribution de compensation définitive devra être établie avant le 31 décembre 2013.

Les montants prévisionnels pour 2013 sont les suivants (les montants positifs correspondent à des attributions de compensation versées par la Communauté d'Agglomération, les montants négatifs correspondent à des attributions de compensation perçues par la Communauté d'Agglomération) :

Communes	Attribution de Compensation 2012	Attribution de Compensation provisoire 2013	Attribution de Compensation versée par la Communauté d'Agglomération	Attribution de Compensation perçue par la Communauté d'Agglomération
Baillargues	527 615,12	527 615,12	527 615,12	0
Beaulieu	32 521,16	32 521,16	32 521,16	0
Castelnau le Lez	988 348,60	988 348,60	988 348,60	0
Castries	555 065,70	555 065,70	555 065,70	0
Clapiers	29 030,40	29 030,40	29 030,40	0
Cournonsec	298 974,24	298 974,24	298 974,24	0
Cournonterral	232 124,32	232 124,32	232 124,32	0
Fabrègues	1 197 640,38	1 197 640,38	1 197 640,38	0
Grabels	188 241,40	188 241,40	188 241,40	0
Jacou	- 241 386,96	- 241 386,96	0	- 241 386,96
Juvignac	- 99 444,04	- 99 444,04	0	- 99 444,04
Lattes	2 407 449,48	2 407 449,48	2 407 449,48	0
Lavérune	1 153 892,80	1 153 892,80	1 153 892,80	0
Le Crès	51 386,28	51 386,28	51 386,28	0
Montaud	18 237,62	18 237,62	18 237,62	0

Communes	Attribution de Compensation 2012	Attribution de Compensation provisoire 2013	Attribution de Compensation versée par la Communauté d'Agglomération	Attribution de Compensation perçue par la Communauté d'Agglomération
Montferrier-sur-Lez	- 249 875,24	- 249 875,24	0	- 249 875,24
Montpellier	- 6 141 159,56	- 6 141 159,56	0	- 6 141 159,56
Murviel les Montpellier	13 134,18	13 134,18	13 134,18	0
Pérois	416 944,25	416 944,25	416 944,25	0
Pignan	266 827,04	266 827,04	266 827,04	0
Prades le Lez	- 217 180,16	- 217 180,16	0	-217 180,16
Restinclières	31 945,60	31 945,60	31 945,60	0
Saint-Brès	128 895,68	128 895,68	128 895,68	0
Saint-Drézéry	142 558,68	142 558,68	142 558,68	0
Saint Geniès des Mourgues	73 936,76	73 936,76	73 936,76	0
Saint Georges d'Orques	593 699,44	593 699,44	593 699,44	0
Saint-Jean-de-Védas	1 255 266,63	1 255 266,63	1 255 266,63	0
Saussan	47 166,76	47 166,76	47 166,76	0
Sussargues	61 043,16	61 043,16	61 043,16	0
Vendargues	2 564 170,40	2 564 170,40	2 564 170,40	0
Villeneuve-lès-Maguelone	574 174,12	574 174,12	574 174,12	0
<b>TOTAL</b>	<b>6 901 244,24</b>	<b>6 901 244,24</b>	<b>13 850 290,20</b>	<b>-6 949 045,96</b>

Attribution de Compensation versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier	13 850 290,20 euros
Attribution de Compensation reçue par la Communauté d'Agglomération de Montpellier	-6 949 045,96 euros
Attribution de Compensation provisoire 2013	6 901 244,24 euros

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant prévisionnel des attributions de compensation des 31 Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°7 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS - BUDGET PRIMITIF 2013 - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Toutefois, les subventions ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'à raison d'une décision individuelle d'attribution.

Aussi, dans l'attente du vote du budget primitif 2013, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

- Théâtre des Treize Vents 330 000 €
- Opéra Junior 20 000 €
- Cimade 2 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement, telles que décrites ci-dessus,
- dire que ces subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la structure bénéficiaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°8 : FINANCES – COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES - MISE EN OEUVRE DE L'ARRÊTÉ DU 2 JANVIER 2013 PUBLIÉ LE 9 JANVIER 2013, PORTANT APPLICATION DE L'ARTICLE 46 DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2012 ET PRISE EN CHARGE DE LA FRACTION DE LA COTISATION MINIMUM DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES DUE AU TITRE DE 2012 - ADOPTION**

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'article 46 de la loi de finances rectificative n°2012-1510 du 29 décembre 2012 offre la possibilité aux établissements publics de coopération intercommunale qui le souhaitent de prendre en charge, en lieu et place des redevables, tout ou partie de la fraction de cotisation minimum de CFE due au titre de 2012 correspondant à une augmentation de la base minimum applicable sur leur territoire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté une délibération en ce sens lors du Conseil d'Agglomération du 20 décembre 2012 qui prend en charge la totalité du différentiel de cotisation entre 2012 et 2011, pour la part qui lui revient, pour chacune des catégories d'entreprises en référence à leur chiffre d'affaires.

La présente délibération concerne les redevables de la Cotisation Foncière des Entreprises figurant dans la liste et le fichier mentionnés par l'arrêté du 2 janvier 2013, publié au JO du 9 janvier 2013, portant application de l'art 46 de la Loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012. Conformément à l'article premier de l'arrêté précité, la liste des redevables a été sollicitée par l'ordonnateur de la Communauté d'Agglomération auprès des services locaux des finances publiques.

Les simulations établies au stade du projet de loi de finances rectificative doivent être modifiées compte tenu des modalités d'application du texte de loi publié au journal officiel du 30 décembre 2012.

En conséquence, les montants de prise en charge s'établissent comme suit :

Le montant correspondant à la catégorie des entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes est supérieur à 100 000€ s'élève à 1860 € par entreprise, soit un montant total pour la collectivité estimé à 12,644 M €.

Le montant correspondant à la catégorie des entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 100 000€ s'élève à 408 € par entreprise, soit un montant total pour la collectivité estimé à 5,564 M €. La réduction accordée conformément à la troisième phrase du premier alinéa de l'article 1647D du Code Général des Impôts et à la délibération n°10604 du 30 janvier 2012 est appliquée.

En conséquence, le montant de la prise en charge s'établira à 367 € pour les entreprises relevant de cette catégorie et dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est inférieur à 10 000 € sur la période de référence, pour un montant total estimé correspondant à 3,262 M €, compris dans le montant précédent.

Le montant total de la prise en charge sera déterminé à partir du fichier transmis par les services fiscaux conformément à l'arrêté du 2 janvier 2013.

Ce même arrêté précise les modalités d'application comptables de la prise en charge de la présente délibération. Les sommes définitives seront mandatées sur les crédits ouverts en Décision Modificative n°3 par délibération n°11293 du 20 décembre 2012 et complétés le cas échéant par virement de crédits au chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°11291 du 20 décembre 2012,
- autoriser la prise en charge de la totalité de l'augmentation de la cotisation minimum de cotisation foncière des entreprises, conformément à l'article 46 de la troisième loi de finances rectificative pour 2012,
- fixer le montant de cette prise en charge à 1 860 € pour les entreprises dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 100 000€ sur la période de référence,
- fixer le montant de cette prise en charge à 408€ pour les entreprises dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est inférieur à 100 000 € sur la période de référence, et appliquer le taux de réduction de 10% du montant de la prise en charge conformément à la troisième phrase du premier alinéa de l'article 1647D du Code Général des Impôts et à la délibération n°10604 du 30 janvier 2012,
- mettre en œuvre l'arrêté du 2 janvier 2013 publié le 9 janvier 2013, portant application de l'article 46 de la loi de finances rectificative 2012,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Les crédits correspondants sont inscrits sur l'exercice 2012 au chapitre 933,

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°9 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - QUARTIER OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - CRÉATION D'UNE OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE - OBJECTIFS ET MODALITÉS DE LA CONCERTATION - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes Montpellier » (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens, et fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier.

Le projet urbain assure les conditions pour que le futur quartier, dénommé « OZ Montpellier Nature Urbaine », s'intègre dans le territoire labellisé Ecocité et constitue un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Les enjeux s'attachant au projet « OZ Montpellier Nature Urbaine » sont importants pour le devenir de l'agglomération puisqu'il s'agit de créer à la fois le « poumon » économique et de nature urbaine de la métropole montpelliéraine.

Il convient d'associer la population et les acteurs concernés à l'élaboration du projet urbain et aux études relatives à la première opération d'aménagement à engager autour de la future gare TGV et de définir pour cela les objectifs et modalités de concertation avec le public conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme.

L'avis des conseils municipaux des Communes de Montpellier et de Lattes a été sollicité sur les modalités de concertation proposées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement.

Le périmètre objet de la concertation du public en vue de l'opération d'aménagement « OZ Montpellier Nature urbaine » représente une superficie totale d'environ 350 ha situé sur les territoires de Montpellier et de Lattes.

Il est délimité suivant le plan joint.

Par délibération n°11196 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a arrêté, pour la réalisation de cette opération, les objectifs suivants :

- Mettre en œuvre un projet urbain de nouvelle génération associant à de grands équipements métropolitains, des bureaux, des logements, des commerces et des services, notamment de loisirs et de détente, ainsi que de grands poumons verts et paysagers de « nature urbaine » ;
- Faire du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare TGV, le cœur d'un « hub » de dimension régionale et métropolitaine formé par les deux gares ferroviaires et par l'aéroport, connecté au Port de Sète Sud de France ;
- Réaliser et promouvoir un pôle d'affaires et un Campus créatif de nouvelle génération, ouverts sur l'Europe du sud et sur le bassin méditerranéen, répondant à l'évolution des besoins de la métropole, de son développement économique et de celui de ses pôles de formation et de recherche, en attachant une attention toute particulière à la qualité de son environnement et de la vie des futurs salariés et usagers du quartier ;
- Créer des articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants, en le reliant notamment à Odysseum et à ceux de Port Marianne sur Montpellier et en soignant la transition avec Boirargues sur Lattes ;
- Préserver et valoriser les paysages remarquables liés au domaine de la Mogère et au vallon de la Lironde ;
- Intégrer les infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés ;
- Adopter une approche innovante en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité, avec l'ambition de faire de ce quartier, du pôle d'affaire et du pôle d'échange multimodal, un laboratoire d'expériences innovantes et exemplaires à l'échelle internationale pour inventer la ville intelligente, active et solidaire de demain ;
- Intégrer ces objectifs dans une première opération d'aménagement à réaliser, au sein de ce périmètre, à partir du pôle d'échange multimodal de la nouvelle gare TGV, afin d'assurer les premiers éléments constitutifs de son environnement urbain.

Par délibération n°11196 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a également proposé des modalités de concertation en sa qualité de maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement.

Par délibération du conseil municipal de la ville de Lattes en date du 17 décembre 2012 et par délibération du conseil municipal de la ville de Montpellier en date du 17 décembre 2012, les Communes de Lattes et de Montpellier ont émis un avis favorable sur les modalités de concertation proposées.

Au vu de l'avis des Communes sollicitées, il est donc proposé de valider les modalités de concertation suivantes :

Afin d'associer largement les populations et les acteurs du territoire, et pour accompagner la réalisation des études sur l'ensemble du périmètre (en coordination avec RFF pour la concertation relative à la future gare TGV), mettre en œuvre au moins :

- Une plateforme d'échange internet permettant de présenter le projet, ses différentes étapes et recueillir des contributions ;
- Une réunion de concertation du grand public dont l'heure et le lieu feront l'objet d'une annonce par voie de presse ; une ou plusieurs réunions thématiques auxquels seront associés les acteurs socioprofessionnels dont la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et la Chambre d'Agriculture, ainsi que les membres du Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ; une mise à disposition du public, au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, durant une période d'au moins deux mois du dossier de présentation et de panneaux d'information accompagnés par un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer les objectifs pour l'opération d'aménagement d'ensemble du quartier "Oz Montpellier Nature Urbaine" sur les Communes de Montpellier et de Lattes, tels que décrits dans la délibération n°11196 du 30 octobre 2012 ;
- approuver les modalités de concertation proposées au vu de l'avis des Communes de Montpellier et de Lattes ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°10 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY EXTENSION LIGNE 1 À LA GARE TGV - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE - ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE ET ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU JURY DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme initial d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la ligne 1 de tramway à la gare TGV, dans le cadre de l'aménagement du quartier « OZ Montpellier Nature Urbaine », sur le territoire de la Ville de Montpellier. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-1 à L.300-4 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 20 décembre 2012, le Conseil de Communauté a confirmé les objectifs de l'opération et validé définitivement les modalités de concertation.

Il convient maintenant d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération d'extension de la ligne 1 à la gare TGV. Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure de marché négocié avec mise en concurrence conformément à l'article 168 du Code des Marchés Publics.

Cette procédure prévoit que l'entité adjudicatrice, après avis d'un jury constitué conformément aux dispositions du I de l'article 24 du Code des Marchés Publics, dresse la liste des candidats admis à négocier.

Après publication de l'avis d'appel à la concurrence et sélection des candidatures sur avis motivé du jury, les candidats seront appelés à remettre une offre.

Conformément à l'article du Code des Marchés Publics susvisé, le jury du marché de maîtrise d'œuvre sera composé, outre Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du conseil communautaire.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des marchés publics. Il s'agit :

- de personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du marché, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq, la désignation de ces personnalités étant facultative,

- de membres du jury ayant la qualification exigée des candidats (ou une qualification équivalente) pour participer au concours, représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, seront invités à participer au jury avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu.

La date limite de remise de dépôt des listes a été fixée au jeudi 17 janvier 2013 à 12 heures au service du Conseil de la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics. Les listes devaient être transmises par courrier avec accusé de réception avant cette date ou remises contre récépissé aux jours et heures d'ouverture du service, du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30. Chaque liste établie devant parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du Jury de Maîtrise d'œuvre pour l'extension de la ligne 1 de Tramway à la gare TGV – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Une seule liste a ainsi été déposée :

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

### **Membres titulaires :**

S. FLEURENCE  
C. MORALES  
C. MEUNIER  
M. DELAFOSSE  
E. PASTOR

### **Membres suppléants :**

P. DANAN  
E. BECCARIA  
J. CLAVERIE  
L. POUGET  
N. BIGAS

Aucune autre liste n'étant proposée par l'Assemblée, il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Premier tour du scrutin :



Election du Jury de Maîtrise d'œuvre pour l'extension de la ligne 1 de Tramway à la gare TGV :

Membres titulaires :

\* 1<sup>er</sup> tour de scrutin :

Présents : 89

Votants : 86

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 86

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 17.2

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	86	5	0	5

Membres suppléants :

\* 1<sup>er</sup> tour de scrutin :

Présents : 89

Votants : 86

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 86

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 17.2

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	86	5	0	5

Le jury de Maîtrise d'œuvre pour l'extension de la ligne 1 de Tramway à la gare TGV est donc composé comme suit :

· Membres titulaires :

S. FLEURENCE

C. MORALES

C. MEUNIER

M. DELAFOSSE

E. PASTOR

· Membres suppléants :

P. DANAN

E. BECCARIA

J. CLAVERIE

L. POUGET

N. BIGAS

Monsieur le Président désignera par arrêté un membre du Conseil pour le représenter à la présidence du Jury de Maîtrise d'œuvre pour l'extension de la ligne 1 de Tramway à la gare TGV.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- engager la procédure de désignation du maître d'oeuvre de l'opération d'extension de la première ligne de tramway à la gare TGV sous la forme d'un marché négocié avec mise en concurrence en application de l'article 168 du code des marchés publics,
- approuver la composition du jury de maîtrise d'œuvre issue de l'élection par le Conseil,
- dire que le Conseil de Communauté décidera de la désignation du maître d'œuvre à l'issue des négociations dans le cadre de la procédure précitée,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché de maîtrise

d'oeuvre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°11 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – ECOCITÉ - ROUTE DE LA MER - ZAC PARC D'ACTIVITÉ DE L'AÉROPORT / ECOPÔLE - MODIFICATION DE LA ZAC - ADAPTATION DU PLU - OBJECTIFS ET MODALITÉS DE LA CONCERTATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération n°4165 du 22 janvier 2001, le Conseil du District de Montpellier, aujourd'hui substitué par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a approuvé le dossier de création de la ZAC Parc d'Activité de l'Aéroport sur la Commune de Pérols, dont la vocation est l'accueil d'activités industrielles et d'ingénierie, des activités tertiaires, de commerce de détail et de grande distribution, de services et d'hébergement hôtelier et de restauration. L'opération couvre une superficie totale de 34 hectares dont 24 hectares cessibles permettant la réalisation d'un programme de constructions de 122.750 m<sup>2</sup>.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'est par la limite communale de Mauguio, au nord par la limite communale de Lattes et la RD21 E, au sud par la RD 172, à l'ouest par l'avenue Georges Frêche (ex. RD 21).

Par délibération n°4645 en date du 28 mars 2002, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport à Pérols, ce projet ayant fait par ailleurs l'objet d'une déclaration d'utilité publique par arrêté de Monsieur le Préfet de l'Hérault en date du 19 novembre 2008 pour procéder aux acquisitions et aux travaux de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport.

Dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, le site de la Route de la Mer, situé sur les Communes de Lattes et de Pérols, a été désigné comme site stratégique d'enjeu communautaire.

Dans le cadre de la démarche « EcoCité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, le projet de l'EcoCité de « Montpellier à la Mer » a été retenu en octobre 2009, intégrant dans son périmètre le site de la Route de la Mer.

Le projet urbain de la Route de la Mer est situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur l'ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche, Il a pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour générer une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création, selon les cas, d'équipements publics.

Par délibération n°10479 du 29 novembre 2011 le Conseil de Communauté a créé l'opération d'aménagement dénommée « Route de la Mer », et a décidé par délibération n°10480 du 29 novembre 2011 d'en confier la réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

L'opération d'aménagement ainsi créée intègre notamment le périmètre de l'opération d'aménagement ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport.

Afin de mettre en cohérence le périmètre et le programme prévisionnel de la ZAC avec le nouveau projet urbain, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite intégrer les terrains dit du « Phare » ainsi qu'un délaissé de voirie suite à l'aménagement du tramway ligne 3 dans le périmètre de la ZAC déjà créée. L'ajout de ces deux secteurs représente une surface foncière de 17 952 m<sup>2</sup> supplémentaires et nécessite la mise en œuvre d'une procédure de modification de la ZAC, dans le cadre des dispositions de l'article R. 311-12 du Code de l'urbanisme.

Aux termes de ces dispositions, la modification d'une zone d'aménagement concerté est prononcée dans les formes prescrites pour la création de la zone.

Aussi, et ce compte tenu des modifications substantielles susceptibles d'être apportées au dossier de création et de réalisation de cette ZAC, il y a lieu d'engager une procédure de concertation préalable avec la population au sens de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, pendant toute la phase d'élaboration de ce projet et de préciser les objectifs de cette ZAC modifiée.

Les objectifs proposés dans le cadre de la modification de ce projet, renommé Eco Pôle, visent à :

- conforter l'accueil des activités de tertiaire d'affaire, tertiaire technologique, commerces de détail et de grande distribution, de services, d'équipements d'intérêt collectif, et hébergements hôteliers, dans un concept de mixité de fonction, avec un programme global de constructions passant de 122 750 m<sup>2</sup> à 200 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- développer la ville des proximités et développer les mobilités douces en organisant le nouveau quartier en lien avec l'armature de déplacement du tramway ;
- assurer le maillage urbain dans le prolongement de l'opération d'ensemble Route de la Mer.

Par ailleurs, ce projet de modification de la ZAC est de nature à nécessiter, pour sa réalisation, une adaptation des dispositions du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols (approuvé le 23 janvier 2007 et modifié notamment le 6 octobre 2011) applicables aujourd'hui dans le périmètre considéré, notamment en harmonisant les densités de ce secteur avec les secteurs de PLU environnants et rendant compatibles les surfaces de planchers autorisées avec les éléments de projet futur, soit en augmentant la surface de 122 750 m<sup>2</sup> à 200 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher et en intégrant les objectifs susvisés. Sont concernées en particulier les zones 1AUIa, 41AUIb, 1AUIc et UI du PLU.

Lorsque la réalisation notamment d'un projet public d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet.

Dans cette perspective, il y a lieu aussi de lancer la concertation conformément aux dispositions de l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme le projet de modification de la ZAC dénommée Eco Pôle et de soumettre facultativement à la concertation avec la population, sur le fondement des mêmes dispositions l'adaptation du PLU de Pérols actuellement en vigueur.

A l'issue de cette phase d'élaboration et de concertation, il appartiendra à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de tirer le bilan de la concertation et d'arrêter le cas échéant le projet de dossier de modification de ZAC.

A la suite de quoi, la procédure préalable à une DUP emportant mise en compatibilité du PLU, pourra être engagée dans les conditions définies par la loi.

A ce titre, il est précisé que le dossier de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport a déjà fait l'objet d'un arrêté de DUP en date du 19 novembre 2008 pour procéder aux acquisitions et aux travaux de la ZAC correspondant au projet initial à prévoir selon les éléments nouveaux projetés, qu'il s'agirait dès lors de faire évoluer pour y intégrer, de plus, de nouvelles emprises à ce jour non maîtrisées. A ce titre, Monsieur le Préfet pourrait donc être saisi en vue d'engager la procédure préalable à la déclaration d'utilité publique du projet avec mise en compatibilité du PLU et de l'arrêté de cessibilité permettant de recourir en tant que de besoin à l'expropriation. Dans le cas où aucune expropriation ne s'avérerait nécessaire, une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Pérols serait mise en œuvre.

Dans ce cadre, une procédure de concertation préalable associant les habitants, les associations locales et toutes personnes concernées, portant sur l'élaboration du projet de modification de la ZAC, et facultativement, sur l'élaboration du projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Pérols correspondant, est requise.

Il est proposé de mettre en œuvre au moins les modalités de concertation suivantes :

- Une réunion publique de concertation annoncée par voie de presse, à laquelle seront également associées les associations locales ;
- Une mise à disposition du public, à la mairie de Pérols et au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, durant une période d'au moins un mois, du dossier modificatif de création de la ZAC, renommée ZAC Ecopôle, accompagné d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations ;
- Une transmission du dossier pour avis à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, à la Chambre des Métiers de l'Hérault et à la Chambre d'Agriculture de l'Hérault ;
- Un article dans le journal d'information de la Communauté d'Agglomération « **montpellier agglo** ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'élaboration du projet de modification de la ZAC Ecopôle et d'élaboration du projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Pérols le cas échéant nécessaire pour en permettre la réalisation, dans le périmètre d'études joint en annexe, selon les objectifs poursuivis précités,
- approuver l'ouverture à compter de la date exécutoire de la présente délibération et pendant toute la durée d'élaboration du projet, d'une procédure de concertation préalable associant les habitants, les associations locales et toutes personnes concernées, portant sur l'élaboration du projet de modification de la ZAC, et facultativement, sur l'élaboration du projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Pérols correspondant, selon les modalités définies précédemment,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°12 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PARC D'ACTIVITÉ DE L'AÉROPORT - PÉROLS - CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - PRINCIPE D'UNE RÉSILIATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération n°4645 en date du 28 mars 2002, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport à Pérols. Le 26 avril 2002, il a concédé à la SERM l'opération d'aménagement dont la vocation est l'accueil d'activités. L'opération couvre une superficie totale de 34 hectares dont 24 hectares cessibles permettant la réalisation d'un programme de constructions de 122 750 m². La convention publique d'aménagement vient à échéance le 31 décembre 2017.

Le site de la Route de la Mer situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur l'ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche a été désigné comme site stratégique d'enjeu communautaire, au travers du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006.

Il est l'assise d'un projet urbain majeur entre Montpellier et la mer. Il se situe sur les Communes de Lattes et de Pérois et a pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour générer une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création, selon les cas, d'équipements publics.

En outre ce projet, a été retenu en octobre 2009 dans le cadre de la démarche « Ecocité » initiée par l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME pour favoriser le développement de villes durables innovantes et exemplaires.

Par délibération n°10479 du 29 novembre 2011 le Conseil d'Agglomération a créé l'opération d'aménagement dénommée « Route de la Mer », et a décidé par délibération n°10480 du 29 novembre 2011 d'en confier la réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement.

L'opération d'aménagement ainsi créée couvre le périmètre de la ZAC du Parc de l'Aéroport pour y définir de nouvelles orientations d'aménagement.

Pour intégrer la réalisation de la ZAC de l'Aéroport dans le champ d'intervention de la SAAM selon les nouvelles orientations ainsi définies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire de résilier la concession publique d'aménagement dont la SERM est titulaire. Conformément à l'article 22.1 du contrat, il est proposé de signifier à la SERM la demande de résiliation amiable de son contrat. Dans cette optique, un protocole d'accord entre la SERM, la SAAM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera élaboré pour définir les conséquences juridiques et financières de cette résiliation et le transfert des terrains non commercialisés à la SAAM dans le cadre de la concessionnaire de l'aménagement Route de la Mer.

Ce protocole sera soumis à l'approbation du Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la résiliation de la convention publique d'aménagement de la ZAC de l'Aéroport à Pérois dont la SERM est titulaire ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°13 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BAILLARGUES - AMÉNAGEMENT DU SITE STRATÉGIQUE PLAINE DU COLOMBIER - CRÉATION D'UNE OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT - OBJECTIFS DE L'OPÉRATION ET MODALITÉS DE CONCERTATION - APPROBATION**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le SCOT de Montpellier, approuvé le 17 février 2006, a défini 11 sites stratégiques, dont le site de la « Plaine du Colombier » sur la Commune de Baillargues (d'environ 125 ha), compte tenu de l'exceptionnelle desserte du site créée par le futur Pôle d'Echange Multimodal (PEM) qui permettra aux usagers de rejoindre la gare de Montpellier Saint Roch en 8 minutes.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a également défini une politique de maîtrise publique foncière des principaux espaces d'urbanisation potentielle du SCOT. Le site stratégique de la « Plaine du Colombier » a été considéré comme un secteur cible d'intervention foncière, ainsi :

- Une Zone d'Aménagement Différé communautaire dénommée « Plaine du Colombier » a été créée par arrêté préfectoral en date du 13 février 2009 sur la partie située au sud de la voie ferrée,
- En 2012 une convention d'anticipation foncière a été confiée à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon afin de conduire les négociations sur les acquisitions nécessaires à l'aménagement à long terme.

Les négociations amiables avec les propriétaires fonciers sont aujourd'hui engagées.

Toutefois, l'aménagement de ce site stratégique, dit de la « Plaine du Colombier », s'inscrit dans un temps long et devrait se dérouler en plusieurs phases. Un mandat d'études préalables a été confié à la SAAM afin de réaliser un certain nombre d'expertises, en amont de tout projet d'urbanisation.

Le PEM de Baillargues, dont le rayonnement concerne une population actuelle estimée à 50 000 habitants et à 75 000 dans les 20 ans à venir, constitue le cœur de ce secteur stratégique. L'aménagement de ce PEM, ainsi que la dénivellation de l'actuel passage à niveau dangereux qui le jouxte et l'aménagement de la route départementale correspondante, ont fait l'objet d'accords de financement et de réalisation entre l'Etat, RFF, la Région Languedoc-Roussillon, le Conseil Général de l'Hérault, les Communautés d'Agglomération de Montpellier et du Pays de l'Or et la Ville de Baillargues. Le PEM entre dès 2013 en phase opérationnelle avec la réalisation d'une première tranche de travaux sous maîtrise d'ouvrage de RFF et de la Région Languedoc-Roussillon, pour une mise en service dès la fin 2013. Une deuxième phase de travaux est prévue en 2016 pour un fonctionnement en configuration définitive en 2017, période où la mise en service du Contournement Nîmes Montpellier et de la nouvelle gare TGV de Montpellier permettra d'optimiser la desserte des Trains Régionaux depuis le PEM de Baillargues vers la gare Montpellier Saint Roch.

Pour préparer cette échéance la Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoit de lancer parallèlement dès 2013 les études et procédures préalables à la réalisation des travaux d'aménagement hydrauliques nécessaires à la réduction du risque d'inondation dans ce secteur. Les aménagements projetés, liés à la mise en service du PEM et à la sécurisation du site sur le plan du risque d'inondation constituent la première phase de l'opération d'aménagement du site stratégique de la Plaine du Colombier qui se développera sur les moyen et long termes conformément aux orientations du SCOT.

Aussi, il convient de définir en amont les objectifs de cette opération d'aménagement et les modalités d'association du public qui accompagnera les études sur l'ensemble du périmètre.

Les objectifs de ce projets urbain pour les moyen et long termes sont de :

- Aménager le site stratégique de la Plaine du Colombiers à Baillargues défini par le SCOT autour du Pôle d'Echanges Multimodal qui place les usagers à 8 mn du centre-ville de Montpellier par les trains régionaux ;
- Intégrer les objectifs du SCOT, notamment réaliser un quartier mixte doté d'une intensité urbaine permettant de répondre à la demande en logements et en activités, pour bénéficier pleinement de l'excellente desserte du site en transports en commun, tout en conciliant qualité environnementale et intégration à un village doté d'une identité et d'une vitalité spécifiques ;
- Constituer une offre de qualité en équipements et en services, publics et privés, à la hauteur de l'excellente desserte de ce site ;
- Intégrer les principes du développement durable dans toutes les dimensions de l'aménagement de ce site stratégique.

Afin d'associer largement les populations et les acteurs du territoire, il est proposé de mettre en œuvre au moins les modalités de d'organisation suivante de la concertation conformément aux dispositions de l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme :

- une réunion de concertation du grand public, à laquelle seront également associées les associations locales, dont l'heure et le lieu feront l'objet d'une annonce par voie de presse,
- une mise à disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans la mairie de Baillargues, durant au moins un mois, du dossier d'étude de l'opération d'aménagement « Plaine du Colombier », accompagné d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations,
- une transmission du dossier pour avis à la Chambre de Commerce d'industrie de Montpellier, à la Chambre des Métiers de l'Hérault et à la Chambre d'Agriculture,
- un article dans le journal d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans le journal municipal de Baillargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter les objectifs de l'opération d'aménagement dont le périmètre correspond au site stratégique identifié au SCOT de la « Plaine du Colombier » à Baillargues,
- approuver les modalités de concertation telles que définies ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°14 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTIONS AVEC L'ETAT, L'EPF DE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

En application des dispositions de l'article L. 302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, et sur la base du bilan triennal portant sur le respect de l'objectif de production de logements sociaux sur la période 2008-2010, douze Communes, parmi lesquelles la Commune de Saint-Jean-de-Védas partie, ont fait l'objet d'un constat de carence par arrêtés du Préfet du Département de l'Hérault en date du 20 septembre 2011.

Une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon (EPF LR) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvée par le conseil de communauté lors de ses séances du 27 octobre 2011 et du 5 janvier 2012 dernier, pour définir une collaboration en matière d'action foncière.

Parmi les axes de collaboration qui sont envisagés, l'EPF LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont convenus de la gestion concertée du droit de préemption urbain (DPU) dans les communes où un constat de carence au titre de l'Art.55 de la loi SRU aura été dressé, confiant l'exercice du DPU au représentant de l'Etat et dans la mesure où ce dernier le délèguerait à l'EPF LR.

C'est dans ce cadre que deux conventions ont été élaborées.

La première, quadripartite et sur 3 ans, associe l'Etat, l'EPF-LR, la Commune de Saint-Jean-de-Védas et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Elle définit les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre de l'exercice par l'Etat du DPU sur les zones de la Commune où les constructions d'habitations sont autorisées.

La seconde, tripartite et sur 6 ans, associe l'EPF-LR, la Commune de Saint-Jean-de-Védas et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Elle définit les modalités de collaboration entre les parties dans le cadre d'acquisitions amiables, complémentaires aux préemptions, sur les zones de la Commune où les constructions d'habitations sont autorisées.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage :

A l'égard de la Commune de Saint-Jean-de-Védas :

- A poursuivre son assistance lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière ;
- A poursuivre son appui technique afin de l'aider dans la formalisation de ses projets (cahier des charges,...) et dans la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- A intégrer dans sa programmation des aides à la pierre les besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation des logements sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat ;
- A veiller, conformément aux règles du SCOT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux tirer profit de cette ressource auprès de la commune ;

A l'égard de l'EPF LR :

- A intégrer dans sa programmation des aides à la pierre les besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation des logements sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat ;
  - A faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir pour permettre chaque fois que cela s'avérerait possible un conventionnement direct avec eux, en concertation avec la Commune ;
- D'une manière générale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mettra à disposition les ressources suivantes :

- Les compétences de son Service Habitat en matière de mise en œuvre et de suivi du Programme local de l'Habitat, dans le domaine de l'ingénierie financière des « aides à la pierre » et du conseil aux Communes ;
- Les compétences de son Service Foncier, tant dans les domaines de l'expertise que de la négociation ;
- Les résultats de son Observatoire Foncier Communautaire en cours de développement ;
- Les ressources de son logiciel de gestion des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA).

Ces conventions permettent de mettre en œuvre les objectifs de la convention cadre conclue avec l'EPF-LR.

Elles contribuent à résorber, dans un cadre partenarial, le retard pris par la Commune dans la réalisation des objectifs assignés par la Loi et par le Plan Local de l'Habitat (PLH).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention opérationnelle quadripartite "Arrêté de carence" entre l'État, la Commune de Saint-Jean-de-Védas, l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- approuver la convention opérationnelle tripartite "multi sites" entre la Commune de Saint-Jean-de-Védas, l'Établissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°15 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIERE - POLITIQUE FONCIERE EN SECTEUR STRATEGIQUES DU SCOT – CONVENTION AVEC L'EPF DE LANGUEDOC-ROUSSILLON – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Affaire retirée.

#### **AFFAIRE N°16 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA VILLE DE MONTPELLIER - MARCHÉ N°3240MG13 AMO ACCOMPAGNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET DE LA VILLE DE MONTPELLIER DANS LA DÉMARCHE CIT'ERGIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont décidé de s'engager dans la démarche d'obtention du label européen Cit'ergie destiné aux collectivités territoriales et leurs groupements qui souhaitent faire reconnaître la qualité de leur politique énergie-climat. Inscrit dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, il récompense la mise en œuvre pendant 4 ans d'un processus de management d'amélioration de la qualité dans ce domaine.

Son obtention est l'aboutissement d'une démarche en 4 étapes :

- réalisation d'un état des lieux,
- validation d'un programme de politique énergétique ou de politique énergie climat concernant à la fois la collectivité ou le groupement et son territoire,
- réalisation d'un audit externe en vue de la demande de labellisation,
- réalisation d'audit de contrôle tous les 4ans.

Les collectivités et groupements qui souhaitent entrer dans cette démarche doivent être accompagnés tout au long du processus par des cabinets spécialisés et accrédités Cit'ergie.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, la Ville de Montpellier ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunal, ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics en vue de conclure un marché



avec un prestataire qui les assistera dans cette démarche.

En conséquence, il convient d'établir une convention constitutive de groupement de commandes. Cette convention autorisera le lancement d'une procédure adaptée de mise en concurrence conformément aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics pour l'ensemble des membres du groupement.

La consultation qui sera lancée concernera un marché unique comportant deux lots techniques :

- Lot 1 : AMO – Accompagnement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans la démarche Cit'ergie – Montant estimé : 40 000 € H.T.
- Lot 2 : AMO – Accompagnement de la Ville de Montpellier dans la démarche Cit'ergie – Montant estimé : 40 000 € H.T.

Le marché correspondant sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, désignée coordonnateur, au nom des deux membres du groupement.

Chaque membre du groupement sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un groupement de commande entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention constitutive du groupement ainsi que tout document relatif à cette affaire;
- autoriser, préalablement à l'engagement de la procédure de passation, la signature du marché à intervenir pour l'ensemble des membres du Groupement, par Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en vertu de l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°17 : HORS COMMISSION – ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La délibération n°9867 du 2 décembre 2010 a fixé le nombre de membres du Bureau à 33 dont 27 Vice-Présidents et 5 autres membres du bureau.

Conformément aux articles L.2122-10 et L.2122-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, compte tenu de la disparition de Monsieur Jean-Marcel Castet, il y a lieu de procéder à l'élection de deux membres du Bureau au scrutin secret et à la majorité absolue.

Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Sur la base de ces éléments, il est proposé au Conseil de procéder à l'élection d'un Vice-Président et d'un autre membre du bureau.

### **21°) Election du vingt-et-unième Vice-Président**

Monsieur le Président procède au recensement des candidatures pour le poste de 21<sup>ème</sup> Vice-Président.

La candidature de Madame Josette CLAVERIE est proposée.

Aucune autre candidature n'est proposée.

#### **\* 1er tour de scrutin :**

Présents	: 89
(émargements)	
Votants	: 88
Bulletins nuls	: 0
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 34
Suffrages exprimés	: 54
Majorité absolue	: 45

Madame Josette CLAVERIE, ayant obtenu 54 voix, est élue à la majorité absolue.

\*\*\*\*\*

### **32°) Election du cinquième Membre du bureau**

Monsieur le Président procède au recensement des candidatures pour le poste de cinquième membre du Bureau.

La candidature de Monsieur Renaud CALVAT est proposée.

Aucune autre candidature n'est proposée.

**\* 1er tour de scrutin :**

Présents	: 89
(émargements)	
Votants	: 88
Bulletins nuls	: 0
(bulletins litigieux à déduire: articles L.65 et L.66 du Code électoral)	
Bulletins blancs	: 17
Suffrages exprimés	: 71
Majorité absolue	: 45

Monsieur Renaud CALVAT, ayant obtenu 71 voix, est élue à la majorité absolue.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°9868 du 2 décembre 2010 en conséquence,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°18: HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS AUPRÈS DE DIVERS ORGANISMES - MODIFICATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Compte tenu de la disparition de M. Jean-Marcel Castet et du souhait de Madame Deloncle et de Madame Bigas de ne plus siéger respectivement au sein du Conseil d'Administration de l'Office du Tourisme et du Conseil d'Administration de la SAEML Enjoy Montpellier il convient de désigner les représentants titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des organismes suivants, conformément aux dispositions de l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Fédération Nationale des Services Funéraires Publics : 1 représentant titulaire,
- G.A.R.T. Groupement des Autorités Responsables de Transport : 1 représentant suppléant,
- Union du pôle funéraire public : 1 représentant titulaire,
- Union Funéraire de France : 1 représentant titulaire,
- SIVOM d'adduction d'eau potable du Salaison : 1 représentant titulaire.
- Conseil d'Administration de l'Office de Tourisme : 1 représentant titulaire
- Conseil d'Administration de la SAEML Enjoy Montpellier : 1 représentant titulaire

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée sauf pour le SIVOM d'adduction d'eau potable du Salaison.

M. le Président propose les candidatures de :

- R. Calvat à la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics : 1 représentant titulaire,
- P. Bonnal au G.A.R.T. Groupement des Autorités Responsables de Transport : 1 représentant suppléant,
- R. Calvat à l'Union du pôle funéraire public : 1 représentant titulaire,
- R. Calvat à l'Union Funéraire de France : 1 représentant titulaire,
- N. Bigas au Conseil d'Administration de l'Office du Tourisme de Montpellier : 1 représentant titulaire,
- R. Calvat au Conseil d'Administration de la SAEML Enjoy Montpellier : 1 représentant titulaire.

Aucune autre candidature n'est proposée.

M. le Président propose la candidature de M. R. Calvat au SIVOM d'adduction d'eau potable du Salaison : 1 représentant titulaire.

Aucune autre candidature n'est proposée, ces propositions sont donc adoptées..

Il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Premier tour de scrutin :

Présents : 89  
Votants : 87  
Bulletins nuls : 0  
Bulletins blancs : 6  
Suffrages exprimés : 81  
Majorité absolue : 41

M. R. Calvat est donc élu représentant titulaire au sein du SIVOM d'adduction d'eau potable du Salaison.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à un vote au scrutin secret mais à main levée dans les conditions définies à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales pour les désignations au sein de la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics , du GART, de l'Union du Pôle Funéraire Public, de l'Union Funéraire de

France, du Conseil d'Administration de la SAEML Enjoy Montpellier et du Conseil d'Administration de l'office du Tourisme de Montpellier.

- désigner les représentants titulaires et suppléants mentionnés ci-dessus au sein des organismes précités,
- les autoriser à accepter toute fonction de direction qui pourrait leur être confiée, notamment celle de Président du Conseil d'Administration, de Vice-Président, de Trésorier ou de secrétaire, ainsi que tous mandats spéciaux qui leur seraient dévolus par le Président du Conseil d'Administration,
- approuver l'élection au scrutin secret et à la majorité absolue de M. R. Calvat en qualité de représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du SIVOM d'adduction d'eau potable du Salaison,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°19 : HORS COMMISSION – CONSEIL D'EXPLOITATION DU SERVICE FUNÉRAIRE - ELECTION D'UN REPRÉSENTANT - MODIFICATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°8138 du Conseil de Communauté du 30 avril 2008, le Conseil de Communauté a désigné les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Exploitation du Service Funéraire :

##### Membres titulaires :

- J.-M. Castet
- C. Fourteau
- M. Castre
- J.-P. Moure
- D. Antoine-Santonja
- J.-P. Coulet
- A. Zylberman
- T. Capuozzi-Boualam

##### Membres suppléants :

- B. Abbou
- P. Danan
- S. Boniface-Pascal
- J. Claverie
- M. Fraysse
- R. Caizergues
- R. Subra
- A. Benouargha-Jaffiol

Compte tenu de la disparition de M. Jean-Marcel Castet, il convient d'élire au scrutin secret un délégué titulaire au sein du Conseil d'Exploitation du Service Funéraire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Conformément à l'article L.2121-21, il est proposé au Conseil de Communauté de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Conseil d'Exploitation du Service Funéraire au scrutin secret mais à main levée.

A l'unanimité le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur R. Calvat

Aucune autre proposition n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner M. R. Calvat représentant titulaire Membres titulaires au sein du Conseil d'exploitation du Service Funéraire ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°20 : HORS COMMISSION – SAEML SERVICES FUNÉRAIRES MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - ELECTION D'UN REPRÉSENTANT - MODIFICATION - DÉSIGNATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°11216 en date du 30 octobre 2012, la Communauté d'Agglomération a approuvé la création d'une SAEML dans le domaine des services funéraires.

Le capital social est estimé entre 1,1 M d'€ et 1,3 M d'€.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est représentée aux Assemblées Générales de ladite société par un représentant lequel siégera aussi au conseil d'administration. Le conseil d'administration est composé de douze administrateurs. Huit sièges ont été réservés à la Communauté d'Agglomération de Montpellier proportionnellement à sa participation au capital social. Par délibération n°11216 du 30 octobre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné les représentants suivants :

P. Mienville (AG)  
T. Capuozzi-Boualam  
D. Antoine-Santonja  
J.-M. Castet  
A. Zylberman  
R. Subra  
R. Mailhé  
N. Ségura

Compte tenu de la disparition de M. J.-M. Castet, il convient de désigner un nouveau représentant.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

M. le Président propose la candidature de M. A. Barrandon

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner M. A. Barrandon, représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration de la société ;
- autoriser le représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à accepter toutes fonctions de direction ou de mandats ainsi que tous mandats spéciaux qui pourraient lui être confié par le Président du Conseil d'Administration ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°21 : HORS COMMISSION – SAEML SOMIMON - ELECTION D'UN REPRÉSENTANT - MODIFICATION - DÉSIGNATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SAEML SOMIMON au capital social de 240 000 euros. Elle détient 42 % du capital, elle occupe 4 postes sur 10 au Conseil d'Administration de la société. L'objet social de la SAEML SOMIMON est l'exploitation du Marché d'Intérêt National de Montpellier.

Par délibération n°10623 en date du 30 janvier 2012, le Conseil de Communauté a procédé à la désignation de 4 représentants au sein du Conseil d'administration de la SAEML Somimon :

- Gabrielle Deloncle,
- Yvon Pellet,
- Jean-Marcel Castet,
- J.-F. Audrin.

Compte tenu du décès de M. J.-M. Castet, il est proposé de désigner un nouveau représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

M. le Président propose la candidature de M. R. Calvat.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- désigner M. R. Calvat représentant au sein de la SOMIMON,
- autoriser le représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à accepter toutes fonctions de direction ou de mandats ainsi que tous mandats spéciaux qui pourraient lui être confié par le Président du Conseil d'Administration,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°22 : HORS COMMISSION – SAEML TAM - ELECTION D'UN REPRÉSENTANT - MODIFICATION - DÉSIGNATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SAEML TaM au capital social de 4 286 000 €. Elle détient 27,79% du capital et occupe 4 postes sur 16 au Conseil d'Administration de la société.

La société TaM exploite les services de transport public qui lui sont confiés par l'autorité organisatrice à l'intérieur du périmètre des transports urbains, réalise toutes études et/ou infrastructures de transport, et d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre. Enfin, elle réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement.

Par délibération n°8116 du Conseil de Communauté du 11 avril 2008 et n°8126 du Conseil de Communauté du 30 avril 2008, MM R. Subra, J.-M. Castet, C. Morales et Mme F. Prunier ont été désignés représentants de la Communauté d'Agglomération au conseil d'administration de la Société d'Economie Mixte Locale TaM.

Compte tenu de la disparition de M. J.-M. Castet, il convient de désigner un nouveau représentant.

Conformément à l'article L.2121-21, il est proposé au Conseil de Communauté de ne pas procéder à la désignation du représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au conseil d'administration de la Société d'Economie Mixte Locale TaM au scrutin secret mais à main levée.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de M. P. Bonnal.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner P. Bonnal représentant au conseil d'administration de la Société d'Economie Mixte Locale TaM,
- autoriser le représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à accepter toutes fonctions de direction ou de mandats ainsi que tous mandats spéciaux qui pourraient lui être confié par le Président du Conseil d'Administration,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°23 : HORS COMMISSION – SYNDICAT MIXTE DU PARC RÉGIONAL D'ACTIVITÉS VIA DOMITIA - ELECTION D'UN REPRÉSENTANT - MODIFICATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Retenu comme site stratégique à l'échelle de l'agglomération, le projet « VIA DOMITIA-PORTE EST » concerne le développement d'un parc d'activités économiques régional. Ce projet s'étend sur les Communes de Vendargues et Castries. Bordé au sud par le Parc industriel de la vallée du Salaison et à l'est par le village de Vendargues, il rejoint au nord le village de Castries par sa zone d'activité des Cousteliers. Ce site va bénéficier de la connexion directe de la Liaison Intercommunale d'Evitement Nord (L.I.E.N.) avec la future A700 à partir notamment de la réalisation d'une voirie de liaison réalisée par le Département de l'Hérault.

Compte tenu des enjeux de développement de ce secteur, la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont décidé d'intervenir conjointement pour conduire ce grand projet d'aménagement et ont créé à cet effet un syndicat mixte.

Par délibération n°8122 du 30 avril 2008, MM G. Pastor, P. Dudieuzère, M. Aslanian ont été élus représentants titulaires et MM P. Bonnal, J.-M. Castet, Mme G. Deloncle ont été élus représentants suppléants.

Compte tenu de la disparition de M. Jean-Marcel Castet, il convient d'élire au scrutin secret et à la majorité absolue un représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au conseil syndical, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts du syndicat.

M. le Président propose la candidature d'Alain Barrandon.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Premier tour de scrutin :

Présents : 89

Votants : 85

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 3

Suffrages exprimés : 82

Majorité absolue : 42

M. Alain Barrandon est élu représentant suppléant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la désignation de M. Alain Barrandon représentant suppléant au sein du Syndicat Mixte du parc Régional d'activités Via Domitia ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°24 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ - DÉSIGNATION DES ÉLUS - MODIFICATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Compte tenu des décès de Messieurs Jean-Marcel Castet et Richard Campos, à la désignation de M. Renaud Calvat en qualité de Conseiller Communautaire représentant de la Commune de Jacou et à la désignation de M. Bruno Flacher (Grabels) et Thierry Ruf (Jacou) au sein de la Commission Eau et Assainissement, il convient de modifier la composition des Commissions, comme suit :

### **COMMISSION ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTERET NATIONAL**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Gabrielle DELONCLE : Présidente déléguée</b>	
<b>Alain ZYLBERMAN : Président délégué suppléant</b>	
Hubert ALLOUCHE	Marc GERVAIS
Rosy BUONO	Noël SEGURA
Thierry DEWINTRE	Robert SUBRA
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Eliane MARTIN (Lattes)
Ghislaine CONSTANS (Cournonsec)	Frédéric MENON (Saint Georges D'Orques)
Gilles DEMONTOUX (Cournonsec)	Brigitte PAU (Le Crès)
Sylvianne DURAND (Lavérune)	Eric PETIT (Saint-Jean-de-Védas)
Séverine LECOESTER (Saint-Brès)	Jean-Paul SIMO (Castelnau le Lez)
Denis LLORIA (Villeneuve-lès-Maguelone)	

### **COMMISSION EAU ET ASSAINISSEMENT**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Louis POUGET : Président délégué</b>	
<b>Josette CLAVERIE : Présidente déléguée suppléante</b>	
Jean-Marc ALAUZET	Michel LANDIER
François ANDREU	Michel LENTHERIC
Alain BARRANDON	Jean-Marc LUSSERT
Roger CAIZERGUES	Jacques MARTINIER
Michelle CASSAR	Nadia MIRAoui
Pierre COMBETTES	Christian QUIOT
Jean-Pierre COULET	René REVOL
Pierre DUDIEUZERE	Noël SEGURA
Serge FLEURENCE	Adrien SIVIEUDE
Michel FRAYSSE	Robert SUBRA
Jackie GALABRUN-BOULBES	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Jean-Paul HUBERMAN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Bruno BARDY (Le Crès)	Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Philippe LENOIR (Lavérune)
<b>Richard CAMPOS (Grabels)</b>	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Christian CATHOMEN (Restinclières)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Michel CHASTAING (Clapiers)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Jean-Philippe DACHEUX (Saint-Drézéry)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Carole DONADA (Lattes)	Joël RAYMOND (Montaud)
Jean- Paul FINART (Vendargues)	Marc ROUDIL (Saint-Brès)
<b>Bruno FLACHER (Grabels)</b>	<b>Thierry RUF (Jacou)</b>
Danièle GOMEZ (Saint-Jean-de-Védas)	Gérard VALLS (Sussargues)



# COMMISSION COMMUNICATION

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Alain BARRANDON : Président délégué</b>	
Jean-Michel ANDRE	Jacques MARTIN
Annie BENEZECH	Jean-Luc MEISSONNIER
Nicole BIGAS	Cyril MEUNIER
Jackie GALABRUN-BOULBES	Noël SEGURA
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Frédéric ADJADJ (Saint Georges d'Orques)	Marie-Jean JAMOT (Saint Georges d'Orques)
Marie-France AUDRAN (Vendargues)	Guy LAURET (Vendargues)
Olivier BINET (Saint-Drézéry)	Eliane LLORET (Sussargues)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Olivier MALAFOSSE (Saint-Brès)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Thierry PERRIER (Baillargues)
Joëlle DROUIN (Pérols)	Florence PLAYS (Juvignac)
Guy EL FASSY (Pérols)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Olivier GIRAudeau (Saint-Brès)	Laurent PUIGSEGUR (Jacou)
Dominique GRANDIN (Saint-Brès)	Joseph RODRIGUEZ (Saint-Brès)
Pierre-Yves HERVET (Lavérune)	

## COMMISSION CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Pierre MAUREL : Président délégué</b>	
<b>René REVOL : Président délégué suppléant</b>	
Jean-Marc ALAUZET	Jean-Louis GELY
Michel ASLANIAN	Jean-Marie LEGOUGE
Pierre BONNAL	Jacques MARTIN
Jean-Pierre COULET	Noël SEGURA
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Gilles CUSIN (Murviel-les-Montpellier)
Patricia BERNARD (Grabels)	Jean OUSSET (Juvignac)

## COMMISSION COPROPRIETES

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Pierre DUDIEUZERE : Président délégué</b>	
<b>Roger CAIZERGUES : Président délégué suppléant</b>	
Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Noël SEGURA
Pierre COMBETTES	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Jean-Pierre CHARTIER (Cournonsec)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Evelyne LABORDE (Juvignac)	Nicole RENARD (Jacou)

## COMMISSION CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Nicole BIGAS : Présidente déléguée</b>	
<b>Thierry BREYSSE : Président délégué suppléant</b>	
Frédéric ARAGON	Michel LANDIER
Alain BARRANDON	Jean-Marie LEGOUGE
Eva BECCARIA	Richard MAILHE
Sophie BONIFACE-PASCAL	Jacques MARTIN
Agnès BOYER	Jacques MARTINIER
Josette CLAVERIE	Cyril MEUNIER
Magalie COUVERT	Gilbert PASTOR
Perla DANAN	René REVOL
Michaël DELAFOSSE	Noël SEGURA
Christiane FOURTEAU	Cédric SUDRES
Régis JOUVE	Philippe THINES

<b>Représentants des Communes membres</b>	
Nadine ALART (Jacou)	Sophie LAFINE (Murviel les Montpellier)
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Séverine LECOESTER (Saint-Brès)
Marie-Christine BARBASTE (Montferrier-sur-Lez)	Eliane LLORET (Sussargues)
Nancy CHAMUSSY (Grabels)	Brigitte MIAS (Clapiers)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Pierre NICOLAS (Saint Georges d'Orques)
Hélène COTTE-DUNAND (Lattes)	Marie-Laure OMS (Saint-Jean-de-Védas)
Patricia DELEUIL (Lattes)	Yves PIGNOL (Saint-Jean-de-Védas)
Guy EL FASSY (Pérols)	Serge PRIVAT (Cournonterral)
René ESCUDIE (Cournonsec)	Nicole ROCCHI (Baillargues)
Pascal FILIPPI (Villeneuve-lès-Maguelone)	Joseph RODRIGUEZ (Saint-Brès)
Dély FRAISSE (Lavérune)	Mia ROMERO (Juvignac)
Murielle GAILLET (Le Crès)	Martine ROUJON (Saint-Brès)
Daniel GREPINET (Castelnau le Lez)	Régine SALLES (Vendargues)
Cathy ITIER (Vendargues)	Catherine SAUVEUR (Prades le lez)
Patricia MELLINAS (Saint-Brès)	

### **COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Jean-Luc MEISSONNIER : Président délégué</b>	
<b>Jean-Louis GELY : Président délégué suppléant</b>	
Francis ANDREU	Jean-Marc LUSSERT
Alain BARRANDON	Jacques MARTINIER
Annie BENEZECH	Christophe MORALES
Roger CAIZERGUES	Arnaud MOYNIER
<b>Renaud CALVAT</b>	Michel PASSET
Marlène CASTRE	Louis POUGET
Pierre COMBETTES	René REVOL
Michaël DELAFOSSE	Philippe SAUREL
Jackie GALABRUN-BOULBES	Noël SEGURA
Laurent JAOU	Robert SUBRA
Régis JOUVE	Frédéric TSITSONIS
Catherine LABROUSSE	Alain ZYLBERMAN
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Danièle GOMEZ (Saint-Jean-de-Védas)
Thierry AUFRANC (Grabels)	Patricia JOUD (Sussargues)
Philippe BELTRA (Prades le Lez)	Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)
Monique BORNE (Pérols)	Loïc LE BLEVEC (Saint-Drézéry)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	François MILOSZYK (Le Crès)
Gilles CUSIN (Murviel lès Montpellier)	Thierry NOEL (Clapiers)
Carole DONADA (Lattes)	Paloma PERVENT (Lavérune)
René ESCUDIE (Cournonsec)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Graziella EVOUNA NGUEMA (Saint Georges d'Orques)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Eliane GAUZY-CHABLE (Juvignac)	

## COMMISSION ECOLOTHEQUE

**Jean-Pierre MOURE : Président**

**Claudine TROADEC-ROBERT : Présidente déléguée**

**Jean-Marc LUSSERT : Président délégué suppléant**

Josette CLAVERIE	Cédric SUDRES
Michaël DELAFOSSE	Patrick VIGNAL
Jean-Marie LEGOUGE	

### Représentants des Communes membres

Joëlle ALIAGA (Jacou)	Yves GIL (Villeneuve-lès-Maguelone)
Eliette AMICO (Le Crès)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Thierry NOEL (Clapiers)
Simone BESSIERES (Prades le Lez)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Olivier BINET (Saint-Drézéry)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Claire CATHALA (Saint-Jean-de-Védas)	Nicole PLANCKE (Lattes)
Sandrine GAUBE (Le Crès)	Arlette VESSIOT (Saint-Jean-de-Védas)
Eliane GAUZY-CHABLE (Juvignac)	

## COMMISSION ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE

**Jean-Pierre MOURE : Président**

**Yvon PELLET : Président délégué**

**Jean-François AUDRIN : Président délégué suppléant**

**Pierre COMBETTES : Président délégué suppléant**

Francis ANDREU	Marc GERVAIS
Michel ASLANIAN	Laurent JAOUL
Alain BARRANDON	Catherine LABROUSSE
Philippe CHASSING	Jacques MARTINIER
Josette CLAVERIE	Jean-Luc MEISSONNIER
Pierre DUDIEUZERE	Arnaud MOYNIER
Michel FRAYSSE	Noël SEGURA
Jackie GALABRUN-BOULBES	

### Représentants des Communes membres

Jacques ARLERY (Jacou)	Gisèle GUILLIMIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Anne AUBRY (Saint-Drézéry)	Olivier GUITTARD (Sussargues)
Laurent BASTIDE (Saint Génies des Mourgues)	Kaki JANIN (Castries)
Servane BESSOLES (Clapiers)	Sylvie JAUMES (Saint-Brès)
Maxime CHAVANCE (Le Crès)	Guy LAURET (Vendargues)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Pierre NICOLAS (Saint Georges d'Orques)
Carole DONADA (Lattes)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Lise FONS VINCENT (Juvignac)	Jean-Marie REBOUL (Le Crès)
Trinité FRANCES (Cournonterral)	Régis SUDRES (Murviel lès Montpellier)
Michel GINER (Lavérune)	

## COMMISSION ENVIRONNEMENT

**Jean-Pierre MOURE : Président**

**Christian VALETTE : Président délégué**

**Jackie GALABRUN-BOULBES : Présidente déléguée suppléante**

Francis ANDREU	Michel LANDIER
Alain BARRANDON	Jacques MARTINIER
Annie BENEZECH	Michel PASSET
Michelle CASSAR	Gilbert PASTOR
Pierre COMBETTES	René REVOL
Serge FLEURENCE	Noël SEGURA
Régis JOUVE	

### Représentants des Communes membres

Joëlle ALIAGA (Jacou)	Rachid KHENFOUF (Prades le Lez)
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Bruno BARDY (Le Crès)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Lionel MARIN (Le Crès)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Jean-Louis PAGES (Grabels)
Guy COMBE (Juvignac)	Franck PASTOR (Saint Georges d'Orques)
Carole DONADA (Lattes)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Gilles DUTAU (Clapiers)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Patricia JOUD (Sussargues)	Joël RAYMOND (Montaud)

## COMMISSION FINANCES

**Jean-Pierre MOURE : Président**

**Thierry BREYSSE : Président délégué**

**Michel FRAYSSE : Président délégué suppléant**

Jean-François AUDRIN	Michel LANDIER
Alain BARRANDON	Jean-Marie LEGOUGE
Françoise BERGER	Max LEVITA
Pierre BONNAL	Jean-Marc LUSSERT
Roger CAIZERGUES	Hélène MANDROUX
<b>Renaud CALVAT</b>	Jacques MARTINIER
Michelle CASSAR	Pierre MAUREL
Pierre COMBETTES	Jean-Luc MEISSONNIER
Jean-Pierre COULET	Cyril MEUNIER
Magalie COUVERT	Arnaud MOYNIER
Thierry DEWINTRE	Gilbert PASTOR
Pierre DUDIEUZERE	Yvon PELLET
Jackie GALABRUN-BOULBES	Christian QUIOT
Jean-Pierre GRAND	René REVOL
Isabelle GUIRAUD	Danièle SANTONJA
Laurent JAOUL	Noël SEGURA
Bernard JEAN	Christian VALETTE
Catherine LABROUSSE	

### Représentants des Communes membres

Thierry AUFRANC (Grabels)	France GABORIT (Clapiers)
André BARBE (Restinclières)	Jean-Jacques LAGET (Lavérune)
Jacques BATTIVELLI (Lattes)	Philippe MARTY (Baillargues)
Valérie BESSIERES (Prades le Lez)	Jean OUSSET (Juvignac)
Bernard BONIFACE (Cournonsec)	Nadine RUIZ (Vendargues)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Pierre SEMAT (Villeneuve-lès-Maguelone)
<b>Renaud CALVAT (Jacou)</b>	Anne-Gaël VACHERET (Saint-Drézéry)
Robert CARMONA (Saint Georges d'Orques)	Catherine VALETTE-LEBEAU (Prades le Lez)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Gérard VALLS (Sussargues)
Sylvie COULON (Jacou)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)
Magalie DELARUE (Le Crès)	

## COMMISSION INNOVATION

**Jean-Pierre MOURE : Président**

**Michel ASLANIAN : Président délégué**

**: Président délégué suppléant**

Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Régis JOUVE
Nicole BIGAS	Eric PASTOR
Christian BOUILLE	Gilbert PASTOR
<b>Renaud CALVAT</b>	Noël SEGURA
Bernard JEAN	

### Représentants des Communes membres

Sarah ANTONICELLI (Cournonsec)	Sylvain LAMPEL (Saint-Brès)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Ludovic CASTAGNEDOLI (Clapiers)	Eric PETIT (Saint-Jean-de-Védas)
Guy COMBE (Juvignac)	Nadine RUIZ (Vendargues)
Magalie DELARUE (Le Crès)	Cécile VEILLON (Vendargues)

## COMMISSION INSERTION PAR L'ECONOMIQUE

**Jean-Pierre MOURE : Président**

**Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM : Présidente déléguée**

**Christian BOUILLE : Président délégué suppléant**

Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Pierrette MIENVILLE
Pierre DUDIEUZERE	Hélène QVISTGAARD
Christiane FOURTEAU	René REVOL
Laurent JAOUL	Noël SEGURA
Richard MAILHE	

### Représentants des Communes membres

Teddy ABOULAFIA (Prades le Lez)	Dung LE N'GUYEN (Juvignac)
Xavier BERTAUD (Sussargues)	Eliane MARTIN (Lattes)
Rosa BOUISRI (Saint-Brès)	Myriam MOUCHEBOEUF (Castries)
Isabelle BREDAS (Cournonsec)	Marie NAVARRO (Vendargues)
Florence DONATIEN-GARNICA (Villeneuve-lès-Maguelone)	Maryèle RIZZOLI (Le Crès)
Véronique IRIGOYEMBORDE (Le Crès)	Gérard ROLLAND (Clapiers)
Claire JABADO (Grabels)	Ridà SALHI (Murviel lès Montpellier)

## COMMISSION LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

**Jean-Pierre MOURE : Président**

**Cyril MEUNIER : Président délégué**

**Philippe SAUREL : Président délégué suppléant**

Roger CAIZERGUES	Jacques MARTINIER
Michelle CASSAR	René REVOL
Serge FLEURENCE	Noël SEGURA
Michel FRAYSSE	Adrien SIVIEUDE
Michel LANDIER	Cédric SUDRES

<b>Représentants des Communes membres</b>	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean-Louis PAGES (Grabels)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Eric PAUL (Juvignac)
Michel CHASTAING (Clapiers)	François PETIT (Lavérune)
Luc CLAPAREDE (Pérols)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Hubert FABRITIUS (Baillargues)	Joël RAYMOND (Montaud)
Alain FAUCHARD (Fabrègues)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Régis SUDRES (Murviel lès Montpellier)
Danièle GOMEZ (Saint-Jean-de-Védas)	

**COMMISSION MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Gilbert PASTOR : Président délégué</b>	
<b>Gabrielle DELONCLE : Présidente déléguée suppléante</b>	
Hubert ALLOUCHE	Jean-Marc LUSSERT
Michel ASLANIAN	Jacques MARTINIER
Rosy BUONO	Pierrette MIENVILLE
Michelle CASSAR	Arnaud MOYNIER
Perla DANAN	Eric PASTOR
Thierry DEWINTRE	René REVOL
Marc DUFOUR	Noël SEGURA
Marc GERVAIS	Cédric SUDRES
Bernard JEAN	Alain ZYLBERMAN
Laurent JAOUL	

<b>Représentants des Communes membres</b>	
Marie-France AUDRAN (Vendargues)	René GAZZO (Pérols)
Robert BONA (Vendargues)	Philippe GRANGE (Saint Georges d'Orques)
Rosa BOUISRI (Saint-Brès)	Christian LE PEUCH (Murviel les Montpellier)
Norbert BOUZEREAU (Cournonsec)	Denis LLORIA (Villeneuve-lès-Maguelone)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Lionel LOPEZ (Lattes)
<b>Richard CAMPOS (Grabels)</b>	Eliane MARTIN (Lattes)
Magalie DELARUE (Le Crès)	Eric PETIT (Saint-Jean-de-Védas)
Sylvianne DURAND (Lavérune)	Maryèle RIZZOLI (Le Crès)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Jean-Paul SIMO (Castelnau le Lez)
Dominique GRANDIN (Saint-Brès)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)

**COMMISSION PERSONNEL**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Pierre BONNAL : Président délégué</b>	
<b>Alain BARRANDON : Président délégué suppléant</b>	
Rosy BUONO	Louis POUGET
Jean-Pierre COULET	Christian QUIOT
Richard MAILHE	Noël SEGURA
Hélène MANDROUX	Robert SUBRA



<b>Représentants des Communes membres</b>	
André BARBE (Restinclières)	France GABORIT (Clapiers)
Bernard BONIFACE (Cournonsec)	Michel GINER (Lavérune)
Robert CARMONA (Saint Georges d'Orques)	Marie MOULIN (Jacou)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean OUSSET (Juvignac)

#### **COMMISSION POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Hervé MARTIN : Président délégué</b>	
<b>Louis POUGET : Président délégué suppléant</b>	
<b>Jean-Marc LUSSERT : Président délégué suppléant</b>	
Brahim ABBOU	Laurent JAOUL
Eva BECCARIA	Régis JOUVE
Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Michel LANDIER
Christian BOUILLE	Michel LENTHERIC
Rosy BUONO	Jacques MARTINIER
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM	Nadia MIRAoui
Magalie COUVERT	Gilbert PASTOR
Pierre DUDIEUZERE	Hélène QVISTGAARD
Jackie GALABRUN-BOULBES	Noël SEGURA
Jean-Louis GELY	Claudine TROADEC-ROBERT

<b>Représentants des Communes membres</b>	
Monique BORNE (Pérols)	Philippe LENOIR (Lavérune)
Rosa BOUISRI (Saint-Brès)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Isabelle BREDA (Cournonsec)	Jean-Pierre MEZY (Clapiers)
Joël CANTIE (Saint-Brès)	François MILLE (Saint Georges d'Orques)
Florence DONATIEN GARNICA (Villeneuve-lès-Maguelone)	François MILOSZYK (Le Crès)
Jean GUERRIERI (Vendargues)	Philippe PANEL (Prades le Lez)
Régine ILLAIRE (Cournonsec)	Rémi PANIS (Le Crès)
Claude JENNEPIN (Jacou)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Patricia JOUD (Sussargues)	Arlette VESSIOT (Saint-Jean-de-Védas)
Loïc LE BLEVEC (Saint-Drézéry)	

#### **COMMISSION PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Danièle SANTONJA : Présidente déléguée</b>	
<b>Jean-François AUDRIN, Jean-Pierre COULET : Présidents délégués suppléants</b>	
Annie BENEZECH	Jacques MARTINIER
Françoise BERGER	Noël SEGURA
Rosy BUONO	Régine SOUCHE
Josette CLAVERIE	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Gabrielle CROUZIL (Clapiers)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Sonia DUVAL (Le Crès)
Ghislaine CONSTANS (Cournonsec)	

## COMMISSION RELATIONS INTERNATIONALES

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Alain ZYLBERMAN : Président délégué</b>	
<b>Frédéric ARAGON : Président délégué suppléant</b>	
Jean-Michel ANDRE	Jean-Marie LEGOUGE
Brahim ABBOU	Max LEVITA
Michel ASLANIAN	Jacques MARTIN
Eva BECCARIA	Cyril MEUNIER
Nicole BIGAS	Pierrette MIENVILLE
Agnès BOYER	Françoise PRUNIER
<b>Renaud CALVAT</b>	Hélène QVISTGAARD
Josette CLAVERIE	René REVOL
Magalie COUVERT	Noël SEGURA
Gabrielle DELONCLE	Philippe THINES
Régis JOUVE	Jacques TOUCHON
<b>Représentants des Communes membres</b>	
	Dominique GRANDIN (Saint-Brès)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Philippe GRANERO (Castries)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Séverine LECOSTER (Saint-Brès)
<b>Renaud CALVAT (Jacou)</b>	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Michel CAPRON (Juvignac)	Chantal LUTZ (Saint-Brès)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Saïd MOUNIME (Grabels)
Nathalie ESTRADE (Saint Georges d'Orques)	Pierre NICOLAS (Saint Georges d'Orques)
Michèle GARCIA (Vendargues)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)

## COMMISSION SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Pierrette MIENVILLE : Président délégué</b>	
<b>Françoise BERGER : Présidente déléguée suppléante</b>	
Rosy BUONO	Cyril MEUNIER
Philippe CHASSING	Eric PASTOR
Magalie COUVERT	René REVOL
Perla DANAN	Philippe SAUREL
Christiane FOURTEAU	Noël SEGURA
Jackie GALABRUN-BOULBES	Jacques TOUCHON
Jean-Pierre GRAND	Claudine TROADEC ROBERT
Richard MAILHE	

<b>Représentants des Communes membres</b>	
Anne AMIEL (Saint Georges d'Orques)	Paul HUBICHE (Castries)
Pascale BARBIER (Saint-Brès)	Véronique IRIGOYEMBORDE (Le Crès)
Xavier BERTAUD (Sussargues)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Chantal LUTZ (Saint-Brès)
Isabelle BREDA (Cournonsec)	Marie NAVARRO (Vendargues)
Joël CANTIE (Saint-Brès)	Jennifer PLANCHON (Lavérune)
Ghislaine CONSTANS (Cournonsec)	Joëlle RAMBAUD (Prades le Lez)
Nathalie COUDENE (Villeneuve-lès-Maguelone)	Gérard ROLLAND (Clapiers)
Dominique DANCE (Grabels)	Ghislaine TOUPAIN (Jacou)
Gisèle GUILLIMIN (Villeneuve-lès-Maguelone)	Viviane VIALETTES (Le Crès)

#### **COMMISSION SERVICES FUNERAIRES**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Marlène CASTRE : Présidente déléguée suppléante</b>	
Hubert ALLOUCHE	Jean-Pierre COULET
Amina BEN OUARGHA JAFFIOL	Michel FRAYSSE
<b>Renaud CALVAT</b>	Noël SEGURA
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM	Robert SUBRA
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Gisèle MENARDO (Clapiers)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean OUSSET (Juvignac)
Patricia JACQUEY (Villeneuve-lès-Maguelone)	

#### **COMMISSION SPORTS**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Jacques MARTIN : Président délégué</b>	
<b>Brahim ABBOU : Président délégué suppléant</b>	
Jean-Michel ANDRE	Jackie GALABRUN-BOULBES
Francis ANDREU	Marc GERVAIS
Michel ASLANIAN	Laurent JAOU
Alain BARRANDON	Régis JOUVE
Eva BECCARIA	Jean-Marc LUSSERT
Sophie BONIFACE-PASCAL	Richard MAILHE
Christian BOUILLE	Hervé MARTIN
Michelle CASSAR	Jacques MARTINIER
Philippe CHASSING	Cyril MEUNIER
Pierre COMBETTES	Arnaud MOYNIER
Jean-Pierre COULET	René REVOL
Christiane FOURTEAU	Noël SEGURA
Michel FRAYSSE	Adrien SIVIEUDE
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Gérard FORNARELLI (Castries)
André BARBE (Restinclières)	Christine GALANT (Grabels)
Philippe BERETTI (Vendargues)	Alain GILLES (Saint-Jean-de-Védas)
Patrick BILLETTE (Lavérune)	Martine GINE (Cournonterral)
Olivier BINET (Saint-Drézéry)	Olivier GIRAUDEAU (Saint-Brès)
Norbert BOUZEREAU (Cournonsec)	Cathy ITIER (Vendargues)
Thierry BOYDENS (Clapiers)	Lionel MARIN (Le Crès)
Maxime CHAVANCE (Le Crès)	Patricia MELLINAS (Saint-Brès)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Marie-Laure OMS (Saint-Jean-de-Védas)
Frédéric COMBE (Pérols)	Jacques RUIZ (Montferrier-sur-Lez)
Michel COMBETTES (Jacou)	Albert RUST (Saint Georges d'Orques)

<b>Représentants des Communes membres</b>	
Philippe CONTE (Juvignac)	Muriel SARRADIN (Castelnau le Lez)
Jean-Philippe DACHEUX (Saint-Drézéry)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Brigitte DAVRIEUX (Prades le Lez)	Eric SEGUI (Prades le Lez)
François DEHISSI (Murviel lès Montpellier)	Régine SUAY (Baillargues)
Jean-Pierre DELFIEU (Sussargues)	Henri VALLIER (Villeneuve-lès-Maguelone)
Pascal FILIPPI (Villeneuve-lès-Maguelone)	Paul VERGNES (Saussan)

#### **COMMISSION TOURISME**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Richard MAILHE : Président délégué</b>	
<b>Fanny DOMBRE-COSTE : Présidente déléguée suppléante</b>	
Jean-Michel ANDRE	Catherine LABROUSSE
Francis ANDREU	Jacques MARTINIER
Roger CAIZERGUES	Pierre MAUREL
<b>Renaud CALVAT</b>	Cyril MEUNIER
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM	Yvon PELLET
Jean-Pierre COULET	Françoise PRUNIER
Perla DANAN	Noël SEGURA
Gabrielle DELONCLE	Robert SUBRA
Marc DUFOUR	Alain ZYLBERMAN
Jackie GALABRUN-BOULBES	

<b>Représentants des Communes membres</b>	
	Alain DA SILVA (Restinclières)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Sonia DUVAL (Le Crès)
Michel CAPRON (Juvignac)	Patricia JOUD (Sussargues)
Marylène COEURVEILLE (Saint Georges d'Orques)	Nathalie MIFSUD (Lattes)
Nathalie COUDENE (Villeneuve-lès-Maguelone)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)

#### **COMMISSION TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Robert SUBRA : Président délégué</b>	
<b>Christophe MORALES : Président délégué suppléant</b>	
Brahim ABBOU	Hervé MARTIN
Stéphanie BLANPIED	Jacques MARTINIER
Roger CAIZERGUES	Jean-Luc MEISSONNIER
Michelle CASSAR	Cyril MEUNIER
Serge FLEURENCE	Nadia MIRAOU
Christiane FOURTEAU	René REVOL
Michel FRAYSSE	Noël SEGURA
Michel LANDIER	Adrien SIVIEUDE
Michel LENTHERIC	Philippe THINES
Jean-Marc LUSSERT	

<b>Représentants des Communes Membres</b>	
Emile BATIGNE (Jacou)	Jean-François LOPEZ (Cournonterral)
Christine BECK (Saint-Brès)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	François MILOSZYK (Le Crès)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Christian PONS (Cournonsec)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Maxime PONS (Saint Georges d'Orques)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Marylin SILVESTRE (Clapiers)
Gilles CUSIN (Murviel-les-Montpellier)	Clément VERNEDAL (Grabels)

Représentants des Communes Membres	
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Viviane VIALETES (Le Crès)
Régine ILLAIRE (Cournonsec)	

#### COMMISSION URBANISME, POLITIQUE FONCIERE

Jean-Pierre MOURE : Président	
Christophe MORALES: Président délégué	
Frédéric TSITSONIS : Président délégué suppléant	
Alain BARRANDON	Michel LANDIER
Eva BECCARIA	Michel LENTHERIC
Roger CAIZERGUES	Hélène MANDROUX
<b>Renaud CALVAT</b>	Jacques MARTINIER
Michelle CASSAR	Jean-Luc MEISSONNIER
Marlène CASTRE	Arnaud MOYNIER
Pierre COMBETTES	Yvon PELLET
Jean-Pierre COULET	Louis POUGET
Michaël DELAFOSSE	René REVOL
Gabrielle DELONCLE	Philippe SAUREL
Fanny DOMBRE-COSTE	Noël SEGURA
Pierre DUDIEUZERE	Adrien SIVIEUDE
Jackie GALABRUN-BOULBES	Alain ZYLBERMAN
Laurent JAOUL	

#### Représentants des Communes Membres

Laurent BASTIDE (Saint Génies des Mourgues)	Philippe LENOIR (Lavérune)
André BARBE (Restinclières)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Carine LORENTE (Cournonsec)
<b>Richard CAMPOS (Grabels)</b>	Claudine MEJRI VASSAS (Castries)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Jean-Pierre MEZY (Clapiers)
Trinité FRANCES (Cournonterral)	Francis MILOSZYK (Le Crès)
Jean GUERRIERI (Vendargues)	Gaby MOULIN (Jacou)
Jean-Paul HUBERMAN (Villeneuve-lès-Maguelone)	Brigitte PAU (Le Crès)
Régine ILLAIRE (Cournonsec)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Patricia JOUD (Sussargues)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)	Alexis TORRENT (Prades le Lez)
Loïc LE BLEVEC (Saint-Drézéry)	Viviane VIALETES (Le Crès)

#### COMMISSION VOIRIE, JALONNEMENT

Jean-Pierre MOURE : Président	
Hélène QVISTGAARD : Président délégué	
Jean-Luc MEISSONNIER : Président délégué suppléant	
Francis ANDREU	Jacques MARTINIER
Jean-Pierre COULET	Noël SEGURA
Serge FLEURENCE	
Représentants des Communes Membres	
André BARBE (Restinclières)	Jean-Paul HUBERMAN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)
Patrick CASTELLANO (Jacou)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Jean-Marie CORP (Cournonsec)	Francis MILOSZYK (Le Crès)
Gabrielle CROUZIL (Clapiers)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Jean-Philippe DACHEUX (Saint-Drézéry)	Brigitte PAU (Le Crès)

Représentants des Communes Membres	
Hubert FABRITIUS (Baillargues)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Marc ROUDIL (Saint-Brès)

Hubert FABRITIUS (Baillargues)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Marc ROUDIL (Saint-Brès)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des Commissions ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°25 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY PREMIÈRE LIGNE - EXTENSION EST ET COMPLÉMENTS D'AMÉNAGEMENT ET D'ÉQUIPEMENTS - CONVENTION DE MANDAT COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER / TAM POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - QUITUS - APPROBATION**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°4307 en date du 27 avril 2001, le Conseil a délégué sa maîtrise d'ouvrage à TaM, le chargeant en son nom et pour son compte, de faire exécuter les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de l'extension « Est » et des compléments d'aménagement et d'équipement de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier, en application de l'article 3 de la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique n°85 704 du 12 juillet 1985.

Suite aux quatre avenants approuvés par le Conseil, le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle a été fixé à 51,498 millions d'euros H.T. (valeur mars 2001), la rémunération de TaM étant fixée à 1,806 millions d'euros H.T. (valeur mars 2001).

La mise en service de l'extension « Est » de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway dans le centre commercial Odysséum est effective depuis septembre 2009, et les opérations connexes attachées à ce mandat, dont la dernière a concerné la mise en service de la station Mondial 98 en décembre 2010, sont toutes réalisées à ce jour. A ce stade de l'avancement de l'opération, il est proposé au Conseil de Communauté d'établir le bilan général de l'opération, de clore la convention de mandat « Études et réalisation de l'extension « Est » et compléments d'aménagement et d'équipement de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway » et de donner quitus à TaM pour la réalisation de ce mandat.

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos du mandat fait apparaître une dépense totale constatée au 15 octobre 2012 de 50,182 millions d'euros H.T. (soit 47,733 millions d'euros valeur mars 2001), dont 1,847 millions d'euros H.T. (soit 1,806 millions d'euros valeur mars 2001), de rémunération du mandataire.

Cette dépense constatée, payée par la Communauté d'Agglomération dans le cadre du mandat, est donc inférieure d'environ 3,765 millions d'euros (valeur mars 2001) à l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération.

TaM mandataire a géré l'opération conformément aux objectifs définis par la convention de mandat, notamment en termes de respect du programme, de l'enveloppe financière prévisionnelle et du planning et demande à la Communauté d'Agglomération de lui donner quitus pour l'exécution de sa mission de mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan financier définitif du mandat annexé aux présentes,
- donner quitus à TaM pour le mandat d'études et de réalisation de l'extension Est et des compléments d'aménagement et d'équipements de la première ligne de tramway,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°26 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – IMPLANTATION DE DISTRIBUTEURS DE JUS DE FRUIT FRAIS - CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

La Communauté d'Agglomération souhaite poursuivre la mise à disposition auprès des agents, en complément des distributeurs de boissons chaudes et de denrées alimentaires implantés dans la salle de convivialité du siège, un distributeur automatique de jus de fruit frais. Ce matériel a été installé par la société Pause Agrumes dont le siège social est domicilié au 3, rue des Chevaliers de Malte à 34970 Lattes représentée par Monsieur BATAILLOU Guilhem en qualité de gérant, dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public approuvée par délibération n°10577 du Conseil de Communauté du 20 décembre 2011.

Compte tenu de l'intérêt pour les agents de disposer d'un jus de fruit frais, il est proposé une nouvelle convention portant sur l'installation de distributeur de jus de fruit frais à l'Hôtel d'Agglomération ainsi qu'au MIBI, lieu dit « Mas de Verchant » à Montpellier, d'une durée de 3 ans à compter de la notification de la convention, avec possibilité de 2 renouvellements d'une durée de 2 ans, soit une durée maximale de 7 ans.

En cours de contrat, il pourra être ajouté de nouveaux distributeurs sur d'autres sites à la demande expresse de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ; au-delà de 10 distributeurs supplémentaires, un avenant à la convention sera nécessaire.

La société Pause Agrumes s'engage à effectuer, durant toute la durée de la convention, les travaux d'entretien et de nettoyage tant sur les appareils qu'à leur proximité. Elle s'engage également à maintenir les distributeurs automatiques en parfait état de fonctionnement dans le respect de toutes les normes d'hygiène et à changer l'appareil si nécessaire.

La société assurera l'approvisionnement des appareils aussi souvent que nécessaire et s'engage à placer dans les distributeurs un produit de première qualité.

Le prix de vente du verre de jus de fruit est fixé à 1,00 €.

La société Pause AGRUMES s'acquittera d'une redevance d'occupation du domaine public décomposée comme suit :

- une part fixe par distributeur, d'un montant de 150 € payable trimestriellement,
- une part variable par distributeur, correspondant à 8 % du chiffre d'affaires hors taxe réalisé sur le distributeur de jus de fruit frais au-delà d'un seuil de 1875 € trimestriels par distributeur.

La société Pause Agrume s'acquittera également du règlement de la fourniture d'énergie, calculé sur la base d'une estimation prenant en compte la puissance de l'appareil, la durée d'exploitation et le coût du KWh en vigueur.

La Communauté d'Agglomération peut mettre fin à la convention d'occupation du domaine public à tout moment, pour un motif d'intérêt général ou en cas de non exécution par la société Pause Agrumes de l'un de ses engagements définis dans la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'occupation du domaine public ;
- autoriser l'implantation des distributeurs de jus d'orange ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°27 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – TRAMWAY LIGNE 1 - SINISTRE SOUS-STATION MALBOSC - CONTENTIEUX ALBINGIA-TAM CONTRE SEMALY DEVANT LE CONSEIL D'ETAT - CESSIION DE CRÉANCES - APPROBATION**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Après un important épisode pluvieux, survenu le 3 décembre 2003, la sous-station électrique alimentant la ligne 1 de tramway dans le quartier Malbosc a été fortement endommagée.

Afin d'assurer la continuité du service public des transports en commun, la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier a financé les travaux de remise en état de la sous-station Malbosc pour un montant de 323 922,17 € H.T.

Elle a sollicité la prise en charge de ce sinistre par la compagnie Albingia, titulaire du contrat d'assurance multirisques industrielle qu'elle avait souscrit en son nom et celui de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La société Albingia a pris en charge ce sinistre à hauteur de 242 921,53 € H.T., déduction faite d'une franchise de 81 064 € restant à la charge de la TaM.

A l'issue de l'expertise judiciaire confiée à monsieur Philippe MARCHAND par ordonnance du 27 juillet 2004, la TaM et la société Albingia ont saisi le Tribunal administratif de Montpellier en date du 30 Octobre 2006 afin d'obtenir la condamnation solidaire des entreprises ayant participé à la conception et à la réalisation de la sous-station Malbosc au regard des désordres constatés, et le paiement des travaux de réparation mentionnés ci-dessus.

Par un jugement en date du 27 mars 2009 le tribunal a rejeté cette requête établie sur le fondement de la responsabilité pour dommages de travaux publics et au titre de la garantie décennale.

Par un acte en date du 21 décembre 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que propriétaire des ouvrages, a cédé ses droits et actions à la compagnie Albingia et à la TaM, celles-ci ayant financé les travaux de remise en état de la sous-station Malbosc.

Sur la base de ce document, elles ont déposé une nouvelle requête au titre de la responsabilité décennale des concepteurs et des constructeurs afin d'obtenir la prise en charge de la réparation du préjudice.

Cette nouvelle requête a été rejetée par un jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 17 décembre 2010. Suite à l'appel formé le 16 février 2011 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la TaM et la Compagnie Albingia, la Cour Administrative d'Appel de Marseille a confirmé le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier par décision en date du 9 juillet 2012.

Un pourvoi en cassation a été déposé devant le Conseil d'Etat.

Afin de le faire prospérer, il est nécessaire de faire approuver les actes de cession de droits et d'action établis le 21 décembre 2009 au bénéfice de la TaM et de la Compagnie Albingia par le Conseil Communautaire.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acte de cession de droits de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au profit de la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier et de la Compagnie d'assurances Albingia en date du 21 décembre 2009,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°28 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RESTRUCTURATION DU MUSÉE FABRE - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION - REDDITION DES COMPTES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur T. Breyse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué suppléant dans le domaine Culture, Enseignements artistiques, rapporte :

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.) un mandat d'études et de réalisation du projet de réaménagement et d'extension du musée FABRE et approuvé le programme de l'opération.

Le groupement mené par les ateliers d'architecture BROCHET-LAJUS-PUEYO (mandataire) et Emmanuel NEBOUT, a été désigné lauréat du concours par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 11 avril 2001.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a accepté le transfert de la maîtrise d'ouvrage de l'opération au titre de l'intérêt communautaire de l'équipement par délibération n°4848 du 22 octobre 2002.

En 2003, après huit mois de fouilles archéologiques, les premiers travaux ont démarré. Ils se sont poursuivis conformément au planning contractuel jusqu'au 3 juillet 2006, date à laquelle la réception a été prononcée. L'inauguration du musée Fabre a eu lieu le 3 février 2007, une fois les aménagements intérieurs liés à la muséographie et la signalétique réalisés et les œuvres mises en place.

L'année 2007 a vu, d'une part, s'achever les travaux d'aménagement intérieur du restaurant « L'Insensé » et ceux de la mise en lumière de la cour Soulages et, d'autre part, s'engager les études de réhabilitation de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, futur département des Arts Décoratifs du musée Fabre, avec la désignation de l'Atelier d'architecture Emmanuel Nebout comme maître d'œuvre. Les travaux de restructuration de cet hôtel particulier ont été réceptionnés le 12 octobre 2009 conformément au planning établi, et l'établissement a ouvert ses portes au public le 6 février 2010.

Conformément aux dispositions de la convention de mandat, la SERM a présenté à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le constat de clôture des comptes. Au 31 octobre 2012, l'ensemble des dépenses assurées pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est de 57 778 600 € T.T.C. Celles-ci ont été financées par les remboursements du mandant à hauteur de 57 340 821,57 € et 221 970,58€ de produits divers.

En octobre 2012, les derniers mouvements concernent des régularisations sur marchés et le contrôle définitif de la rémunération de la SERM à la reddition des comptes.

Le solde, soit 215 807,85€ fera l'objet de la dernière situation de dépenses (n°85) adressée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En outre, cette opération a conduit à l'instruction de deux procédures contentieuses.

La première concerne la SARL Jean-Pierre ROYNEL, attributaire du lot n°11 – Métallerie. Cette entreprise a fait l'objet d'une mise en régie en date du 22/09/2006 ayant conduit à la réalisation à ses frais et risques, des réserves et travaux non encore exécutés. Cette démarche a conduit la SERM à notifier à l'entreprise un décompte général présentant un solde négatif de 295 176,63 € T.T.C. correspondant aux travaux susmentionnés. Contesté par l'entreprise, ce décompte général a été confirmé par jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 11 mars 2011, et est donc devenu définitif.

Parallèlement à cette procédure, l'entreprise ROYNEL a fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, dont le plan a été arrêté par jugement du Tribunal de Commerce de Bordeaux en date du 16 juillet 2008, pour une durée de 96 mois (soit 8 ans – jusqu'au 16 juillet 2016). Le recouvrement de la créance de 295 176,63 € T.T.C. n'a en conséquence pas été réalisé.

La seconde procédure contentieuse concerne l'entreprise DE LAROSA, attributaire du lot n°12 – Menuiseries intérieures. Celle-ci porte sur une option d'un montant de 50 040 €, non levée au moment de la notification du marché, et cependant réclamée par l'entreprise. Le 19 novembre 2008, après l'échec de la procédure de conciliation, l'entreprise DE LAROSA a saisi le Tribunal Administratif de Montpellier d'une requête tendant à voir la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM lui verser une indemnité de 72 730,16 €. Cette requête a été rejetée par jugement du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 8 janvier 2010. En date du 8 mars 2010, la Cour d'Appel de Marseille a signifié à la SERM et à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une requête en appel de l'entreprise DE LAROSA, demandant d'annuler la décision du Tribunal Administratif de Montpellier susvisée. Le mémoire en défense a été déposé le 29 juillet 2011. L'audience de la Cour Administrative d'Appel n'a à ce jour toujours pas été fixée.

Dans le cadre de la reddition des comptes de l'opération de réalisation du projet de réaménagement et d'extension du musée FABRE, il convient d'accepter la poursuite de ces affaires par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de reddition des comptes de l'opération de réalisation du projet de réaménagement et d'extension du musée FABRE présenté par la SERM ;
  - approuver le coût définitif de l'opération de 57 778 600,00 € T.T.C. ;
  - reconnaître que les diligences accomplies par la SERM concernant les contentieux DE LAROSA et ROYNEL, ont été conformes à sa mission et dans l'intérêt de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et accepter la poursuite de ces affaires par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
  - verser à la SERM la somme de 295 176,63 € T.T.C. correspondant à la créance restant à recouvrer dans le cadre du contentieux ROYNEL ;
  - donner quitus à la SERM de sa mission et reconnaître les comptes qui lui sont présentés ;
  - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°29 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N°9050 DU 3 JUILLET 2009 - DÉSIGNATION DES MEMBRES - APPROBATION**

Monsieur T. Breyse, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué suppléant dans le domaine Culture, Enseignements artistiques, rapporte :

Créée le 19 février 2009, l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon (ENSAD) est une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ayant pour objet de mettre en œuvre le cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les dix autres établissements signataires de la plate forme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, parmi lesquels le Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique de Paris (CNSAD), l'Ecole Supérieure d'Art Dramatique du Théâtre National de Strasbourg (TNS), l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Techniques du Théâtre à Lyon (ENSATT), l'Ecole de la Comédie de Saint-Etienne, ...

L'ENSAD est à ce titre habilitée à délivrer le diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007.

Les statuts de cette association, approuvés par délibération du Conseil de Communauté n° 8722 du 23 mars 2009, et par ailleurs préfiguration d'un futur Etablissement Public de Coopération Culturelle, définissent entre autre la composition du conseil d'administration, au sein duquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier est représentée par deux membres.

Par délibération n°9050 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a désigné M. BARRANDON et M. BREYSSE comme représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration de l'ENSAD.

Ces deux représentants ayant exprimé leur souhait de démissionner de leurs engagements au sein de l'association, il convient de désigner les deux représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Conseil d'Administration de l'ENSAD.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

Le Conseil Communautaire adopte à l'unanimité.

Conformément aux statuts de cette association, il est proposé de désigner M. le Président ou son représentant, la Vice-Présidente bénéficiant d'une délégation de fonction dans le domaine de la culture.

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°9050 du 3 juillet 2009 ;
- décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au vote au scrutin secret dans les conditions définies à l'article L.2121.21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- désigner M. Jean-Pierre MOURE et Mme Nicole BIGAS en qualité de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de l'association "Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon" ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°30 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC ROQUE FRAÏSSE, LOT 1.2 À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM SFHE / GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d’HLM SFHE / Groupe ARCADE a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d’obtenir la garantie des emprunts qu’elle va contracter pour financer la construction de 22 logements locatifs sociaux, ZAC Roque Fraisse, lot 1.2 à Saint-Jean-de-Vedas. L’opération comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par le cabinet d’architecture Galligani / Trauchessec.

La SFHE demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les emprunts qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d’un montant de 1 292 982 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d’un montant de 352 870 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI) construction d’un montant de 334 938 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d’Intégration (PLAI) construction d’un montant de 91 408 € ;

Le Département de l’Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l’article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l’article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 292 982 €	352 870 €	334 938 €	91 408 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0.5% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d’Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d’une période d’amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l’ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par la SFHE est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l’impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d’Agglomération de Montpellier s’engage à se substituer à la SFHE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d’emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d’Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d’une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 554 148,50 €, représentant 75% des quatre prêts d’un montant total de 2 072 198 €, sollicités par la S.A. d’HLM SFHE / Groupe ARCADE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 22 logements locatifs sociaux, ZAC Roque Fraisse, lot 1.2 à Saint-Jean-de-Vedas;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d’HLM SFHE / Groupe ARCADE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### AFFAIRE N°31 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 18 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE VILLA VERDE - LOTISSEMENT MAS DE LÉPOT À LAVÉRUNE - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d’équilibre social de l’habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d’intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l’objectif de mixité sociale dans l’habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d’emprunts.

La Société Anonyme d’HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin

d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 18 logements sociaux, résidence « Villa Verde », lotissement Mas de Lépot à Lavérune. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur ICADE comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le Cabinet d'architecture Pierre SIMEON - Christophe MORALES.

Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 082 539 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 320 628 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 306 469 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 362 148 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 93 294 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 320 628 €	306 469 €	362 148 €	93 294 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 561 904,25 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 2 082 539 €, sollicités par la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 18 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Verde », Mas de Lépot à Lavérune ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## AFFAIRE N°32 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LES AIGRETTES - RUE DE LA GUETTE À PÉROLS - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 8 logements sociaux, résidence « Les Aigrettes », 16 rue de la Guette à Pérols. L'opération comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet IMAGINE architectes.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % l'emprunt d'un montant total de 774 752 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 447 888 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 30 082 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 268 732 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 28 050 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	447 888 €	30 082 €	268 732 €	28 050 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 %			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 581 064 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 774 752 €, sollicités par l'OPH-ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Les Aigrettes », 16 rue de la Guette à Pérols ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH-ACM, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Passet, Pastor, Pouget, et Subra ne prennent pas part au vote).

### AFFAIRE N°33 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENT SOCIAUX - RÉSIDENCE SQUARE BOUTONNET - 372 ROUTE DE MENDE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 7 logements sociaux, résidence « Square Boutonnet », 372 route de Mende, à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur BOUYGUES Immobilier, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et un logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le Cabinet d'architecture Caremoli Miramond.  
 Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 771 983 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 500 261 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 161 049 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 79 095 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 31 578 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	500 261 €	161 049 €	79 095 €	31 578 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0% (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 578 987,25 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 771 983 €, sollicités par la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 7 logements locatifs sociaux, résidence « Square Boutonnet », 372 route de Mende à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°34 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – BUSINESS INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Agglomération Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business Innovation Center (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.



Pour mener à bien cette mission, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises.

Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission de Cap Omega et de Cap Alpha, des consultants ou des partenaires institutionnels. Elles sont destinées aux porteurs de projets et dirigeants de jeunes entreprises afin de les aider notamment à acquérir les connaissances et outils nécessaires au pilotage de l'entreprise (marketing, management, gestion, droit, vente etc.).

Pour atteindre l'objectif visé et contribuer ainsi à la pérennisation de ces entreprises, la Communauté d'Agglomération de Montpellier finance directement une partie de l'accompagnement des créateurs et fait appel aux financements susceptibles d'être versés sous forme de subventions par d'autres institutions compétentes en la matière (Union Européenne, Etat, Région Languedoc-Roussillon, autres collectivités).

Dès lors, il convient d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à solliciter les plus larges subventions possibles auprès de ces organismes ou institutions compétents pour l'année 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les plus larges subventions possibles auprès des institutions compétentes pour soutenir les actions menées par le BIC Cap Oméga - Cap Alpha,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°35 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISE EN PLACE DE LA PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER À CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION EUPIC - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu), aux Etats-Unis (New Jersey) et au Canada (Québec) et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple et la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XX<sup>ème</sup> siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et neuf Provinces centrales chinoises.

Depuis les vingt cinq dernières années, la Chine a favorisé sa croissance économique par une stratégie de développement externe basée sur l'investissement étranger générant d'importantes disparités entre les provinces de la bande côtière et les provinces internes chinoises. Le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal (2011-2016) axe la stratégie de développement économique sur un modèle de croissance interne avec notamment les 800 millions de consommateurs des provinces centrales, en permettant aux entreprises chinoises de se développer à l'international. Pour les cinq prochaines années, l'Etat chinois va investir 950 milliards de dollars pour développer la santé, la formation et les axes de communication de ces provinces centrales. La Province du Sichuan et sa Capitale Chengdu sont les portes d'entrées aux marchés que représente cette nouvelle stratégie de développement économique.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu souhaitent s'engager aux cotés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière vin. Dans les provinces centrales le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60 % des achats se font pour les institutions et 20 à 30 % pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui promouvra cette offre.

En septembre 2012, lors de la mission organisée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu Monsieur le Vice-président Yvon Pellet a signé avec notre partenaire EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu et dans les neuf Provinces centrales chinoises.

Cette signature a été faite sous le haut patronage du Gouverneur de la Province du Sichuan, du Maire de Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu

La démarche mise en place, en rupture avec l'offre actuelle, vise à diminuer les intermédiaires et à réduire ainsi les possibilités de contrefaçon. Ainsi, depuis juin 2012, 40 000 cols de vin de l'agglomération ont pu être vendus pour un chiffre d'affaire généré de plus de 85 000 €.

Par conséquent, dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de développer cette action économique et de soutenir au travers d'une subvention à EUPIC plusieurs actions et opérations de promotion pour la mise en place effective de la plateforme commune de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier



Les axes majeurs du programme mis en place en commun sont :

- des actions médiatiques de niveau national et local,
- des opérations de dégustations ciblées,
- le relationnel avec les autorités chinoises,
- des participations à des salons dédiés,
- un espace de promotion dans le nouveau quartier d'affaire de Chengdu,
- un site internet « producteurs/acheteurs »,
- une partie formation au vin et à ses aspects culturel et historique.

Le soutien financier à cette action de promotion se fera de façon dégressive sur 3 ans. Le budget global pour l'année 2013 est de 502 000 € réparti comme suit : 289 000 € pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 212 000 € pour EUPIC et la Municipalité de Chengdu.

Il est proposé de faire un état des lieux à six mois soit fin juin 2013, sur la base des résultats attendus, avant d'investir éventuellement pour le 2<sup>ème</sup> semestre.

Concernant la part de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le financement de l'opération soit 289 000 € est établi comme suit :

- 125 000 € de subvention soumis à la décision du Conseil d'Agglomération pour les six premiers mois de l'année,
- 44 000 € de frais du VIE à Chengdu valorisés dans le cadre de la subvention générale,
- Eventuellement 120 000 € de subvention supplémentaire pour les 6 derniers mois de l'année 2013 en fonction des résultats obtenus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention "Plateforme de promotion des vins" avec l'association EUPIC,
- approuver l'attribution d'une subvention de 125 000 € à EUPIC, sous réserve de la signature de la convention correspondante,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°36 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION VOLONTARIAT INTERNATIONAL EN ENTREPRISE À CHENGDU - CHINE - CONVENTION AVEC UBIFRANCE - FRAIS DE FONCTIONNEMENT - AUTORISATION DE FINANCEMENT ET DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier connaît un fort développement depuis une décennie, plaçant Montpellier, 8<sup>ème</sup> ville de France, parmi les agglomérations françaises les plus dynamiques : 1<sup>ère</sup> ville française pour l'environnement des entreprises (Ecer 2008), au 1<sup>er</sup> rang européen en terme de coûts d'implantation pour les entreprises (Etude KPMG), meilleur incubateur mondial 2007 (National Business Incubation Association), plébiscitée par 78% des cadres et des chefs d'entreprises (Etude TNS Sofres).

Pour asseoir sa stratégie de développement économique et créer une dynamique de réseaux entre les acteurs économiques locaux et internationaux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a depuis 2004 signé des accords privilégiés de collaboration avec les villes de Shanghai et en octobre 2010 avec EUPIC et la Commission des Hautes Technologies de la ville de Chengdu concernant le développement économique et ce grâce à la politique menée en matière de soutien à l'innovation.

Ces accords portent essentiellement sur les implantations croisées d'entreprises chinoises à Montpellier et montpelliéraines en Chine. Il s'agit ainsi de permettre l'internationalisation des entreprises du territoire communautaire mais aussi de promouvoir à l'international l'attractivité économique de notre territoire.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC à Montpellier, la partie chinoise souhaite dans le cadre général des accords de coopération s'impliquer fortement dans un nouvel axe de développement économique au travers du vin.

Dans la perspective de pérenniser et d'accroître la présence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Chine et tout particulièrement à Chengdu, il est proposé de mettre en place avec le Ministère des Affaires Etrangères un Volontaire International en Entreprise (VIE) à Chengdu pour l'année 2013, contrat qui pourra être renouvelé pour une période d'un an.

La mission attribuée au VIE consiste en 4 axes principaux :

- Assurer la promotion active du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des entreprises chinoises désireuses de s'internationaliser et de s'implanter notamment sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Assurer la prospection d'entreprises chinoises désireuses de se développer sur le marché français à partir de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Assurer le développement des entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier implantées en Chine, deux entreprises du territoire qui ont participé à la dernière mission à Chengdu en septembre dernier ont signé des accords de coopération,

- Préparer, suivre et assurer les actions que la Communauté d'Agglomération de Montpellier développe avec Shanghai, Chengdu et la Province du Sichuan dans le cadre d'EUPIC et tout particulièrement la mise en place de la plateforme de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu,
- Contribuer à la préparation de missions internationales en développant des relations avec les acteurs institutionnels, de la recherche et des entreprises....) en Chine, et de missions organisées par nos partenaires chinois vers l'Agglomération de Montpellier,
- Assurer un lien étroit entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et EUPIC ainsi que toutes les institutions partenaires.

Le VIE pourra être accueilli dans le cadre des accords de la Communauté d'Agglomération avec EUPIC) dans les locaux d'EUPIC pendant la durée de sa mission. Cet accueil s'effectuera à titre gratuit pendant 6 mois, puis au tarif préférentiel de 150 euros par mois pour un bureau de 15 m<sup>2</sup>, soit 900 euros pour 6 mois.

Dans le cadre du contrat avec UBIFRANCE pour la mise en place du VIE à Chengdu pendant une année, le coût estimé est de 38 067 €. Ce coût couvre les frais d'indemnité forfaitaire (salaire), les frais de protection sociale du VIE et les frais de gestion.

Pour réaliser ses missions en Chine, le VIE se déplacera auprès de divers partenaires. Les frais inhérents à ces déplacements ne sont pas pris en charge dans le cadre de son contrat avec UbiFrance ni dans le cadre du contrat de partenariat entre EUPIC et la Communauté d'Agglomération de Montpellier renouvelé en septembre 2012.

Le coût annuel en transports (internationaux et interne Chine et France), frais de réception et frais d'hébergement hors Chengdu pour assurer ses missions est estimé à 5 000 euros. Il convient donc de prévoir les dépenses inhérentes à ces frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature d'une convention avec UbiFrance concernant la mise en place d'un VIE à Chengdu , pendant 1 an éventuellement renouvelable, pour un coût prévisionnel de 38 067 € T.T.C.,
- approuver la prise en charge financière des frais de transports, d'hôtel, de réception, de location de bureau estimée pour l'année 2013 à 5 900 euros T.T.C.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°37 : SPORTS – MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY CLUB - MARCHÉ N°3182DS12 NÉGOCIÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :  
Le club sportif « Montpellier Rugby Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du rugby et il évolue actuellement au plus haut niveau national : le Top 14.

A l'issue de la saison 2011-2012, le Montpellier Rugby Club est parvenu à atteindre les phases finales du championnat de France et participe de ce fait aux premiers tours de la plus prestigieuse des compétitions européennes, la Heineken Cup, au début de la saison 2012-2013.

La réalisation et la maintenance du stade Yves du Manoir et le soutien financier apporté au « Montpellier Rugby Club », dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau.

Les résultats sportifs de ce club, qui évolue désormais dans l'élite du rugby national et européen, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité et d'efficacité valorisées par les récents succès participent à la promotion de l'agglomération montpellieraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère des énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance au sein de la population de nos communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire, de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirage au sort, organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein du stade Yves du Manoir.

Afin répondre à cet objectif, les besoins annuels ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge;
- 50 « places affaires » ;
- 22 places « officielles » ;
- 10 places « corbeille »;
- 50 places « Twickenham » ;
- 25 places « Eden Park » ;
- 30 places « Ellis Park ».

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du stade Yves du Manoir mais surtout des téléspectateurs de plus en plus friands de rencontres de rugby de haut niveau, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » au regard de sa notoriété, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération vis-à-vis des décideurs locaux à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de rugby.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 8 janvier 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la SASP « Montpellier Rugby Club » pour un montant de **450 330 € T.T.C.** pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013, correspondant à la saison sportive 2012-2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3182DS12 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » ;
  - dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
  - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3182DS12 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°38 : SPORTS – MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - MARCHÉ N°3180DS12 NÉGOCIÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :  
Le club sportif « Montpellier Agglomération Handball » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du handball. Il évolue actuellement au plus haut niveau national et international.

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure la maintenance et l'entretien du Palais des Sports René Bougnol au sein duquel se déroule la grande majorité des rencontres disputées par ce club. Elle assure aussi les travaux de modernisation et d'extension de cette enceinte sportive.

Elle participe aussi, dans le respect de la réglementation en vigueur, au financement de ce club qui a joué un rôle précurseur pour tous les clubs de l'élite de notre territoire puisqu'il a déjà remporté 14 fois le titre de champion de France dont 5 consécutifs.

Cette domination sur le championnat national, les résultats déjà obtenus lors des compétitions européennes, dans un sport de plus en plus médiatique, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Ce palmarès concrétise la cohésion, la puissance et l'efficacité de cette équipe et participe à la promotion de l'agglomération montpelliéraine à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

De tels résultats contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de notre territoire.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local et international, mais aussi récompenser les personnes ayant joué un rôle actif quant à la mise en œuvre de nos compétences, voire les gagnants des jeux concours ou tirages au sort organisés lors des actions de communication à l'attention du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite acheter des places lors des matchs organisés par le Montpellier Agglomération Handball au sein du Palais des Sports René Bougnol ou de l'Aréna.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins annuels ont été évalués comme suit :

- 60 places VIP tribune institutionnelle ;
- 20 places VIP tribune présidentielle ;
- 100 places « matchs de championnat et Coupe joués à René Bougnol (11 à 13 matchs) ;
- 50 places « matchs de championnat et Coupe joués à l'ARENA (2 à 4 matchs) ;
- 50 places « matchs ligue des champions joués à l'ARENA ( 5 matchs).

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs présents à l'ARENA et au Palais des Sports René Bougnol, mais aussi des téléspectateurs qui peuvent suivre désormais les principaux matchs de championnats et de ligue des champions nécessite l'achat d'espaces publicitaires autour de l'aire de jeu, sur les écrans de grande dimension et du droit d'apposer notre logo de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

La mention de l'Agglomération dans le nom du club participe à notre notoriété et doit être financée.

La société « Montpellier Agglomération Handball » est par nature la seule habilitée à gérer la vente d'espaces publicitaires, des billets et des abonnements du club dont elle porte le nom.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 8 janvier 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la Société « Montpellier Agglomération Handball » pour un montant de 466 622 € T.T.C. pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013, correspondant à la saison sportive 2012-2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3180DS12 tel que défini ci-dessus avec la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée « Montpellier Agglomération Handball » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3180DS12 et à prendre toute décision relative à son exécution ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°39 : SPORTS – MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - MARCHÉ N°3181DS12 NÉGOCIÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Dans le cadre de sa compétence sportive, la Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise l'action des clubs sportifs et associations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de l'Agglomération.

Le club sportif « Montpellier Hérault Sport Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du football et il évolue actuellement en championnat de Ligue 1.

A l'issue de la saison 2011-2012, le MHSC a été sacré champion de France de Ligue 1, ce qui lui permet de participer aux compétitions européennes.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui a vocation à intervenir auprès des équipes évoluant au niveau national et international, souhaite être associée aux manifestations organisées par le « Montpellier Hérault Sport Club » dans le cadre de l'élite du football français.

Les projets de réhabilitation du Stade de la Mosson « Mondial 98 » afin de répondre aux normes internationales et dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau. Les résultats de ce club qui évolue dans l'élite du football national et européen contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité, d'efficacité valorisées par son récent succès participent à la promotion de l'agglomération montpelliéraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'elle génère, ce club de haut niveau fédère les énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de nos Communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois aux niveaux local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en oeuvre de nos compétences, voire de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirages au sort organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite acquérir des places lors des matchs organisés au sein du Stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations ;
- 67 abonnements en tribune présidentielle centrale ;
- 107 abonnements en tribune présidentielle latérale.

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du Stade de la Mosson « Mondial 98 », mais surtout des téléspectateurs, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Hérault Sport Club », au regard de sa notoriété et de ses résultats, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vis-à-vis des décideurs locaux, à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de football.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en oeuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 8 janvier 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la Société « Montpellier Hérault Sport Club » pour un montant de 564 525,00 € T.T.C. pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013, correspondant à la saison sportive 2012-2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3181DS12 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Hérault Sport Club » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3181DS12 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°40 : EAU ET ASSAINISSEMENT – REQUALIFICATION DU QUARTIER DES CABANES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Ville de Pérols prévoit la requalification des voiries du quartier des cabanes, côté étang du Méjean, ainsi que la construction et la pose de réseaux d'eaux pluviales.

Pour permettre la réalisation de ces travaux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit déplacer et réhabiliter les réseaux d'eau potable et d'assainissement. Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géotechniques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux routiers et de réseaux doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Pour ce faire, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Commune de Pérols et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes en raison du caractère connexe des ouvrages, et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Commune de Pérols sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

Le montant total de l'opération envisagée, réalisée de 2013 à 2015, s'élève à 1 645 000,00 € H.T., soit 1 967 420 € T.T.C.

Le montant des travaux programmés par la Commune s'élève à 1 100 000 € H.T., soit 1 315 600 € T.T.C.

Pour la part relative à l'assainissement des eaux usées, l'estimation de la dépense s'élève à 455 000 € H.T., soit 544 180 € T.T.C.

Pour la part relative à l'eau potable, l'estimation de la dépense s'élève à 90 000 € H.T., soit 107 640 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre. La Commune de Pérols assure avec sa propre équipe la maîtrise d'œuvre générale de l'opération portant sur les études, le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

La Communauté d'Agglomération sera associée dans l'élaboration du projet et le suivi des travaux.

Les coûts de maîtrise d'œuvre à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élèvent à 21 216 € H.T., soit 25 375 € T.T.C.

Le montant global de cette opération financée par les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement, incluant les frais de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique et d'essais préalables à la réception des travaux, est ainsi évalué à 566 216 € H.T., soit 677 195 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes pour la requalification du quartier des cabanes, entre la ville de Pérols et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets de l'eau potable et de l'assainissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire,

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°41 : EAU ET ASSAINISSEMENT – AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2233 DU SUIVI DU MILIEU NATUREL RELATIF AU REJET EN MER DE LA STATION D'ÉPURATION MAERA - LOT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°9312 du 23 décembre 2009, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°2233 relatif au suivi du milieu naturel suite à la mise en service de la station d'épuration MAERA, conformément à l'arrêté préfectoral n°2005-01-1907 du 29 juillet 2005. Ce marché d'une durée de 4 ans, comprend deux lots : le premier portant sur le suivi du Lez, et le second, sur le suivi du rejet en mer.

Le second lot, attribué à la société CREOCEAN pour un montant total de 572 118 € H.T., a pour objectif d'évaluer l'impact sur le milieu marin du rejet en mer. La méthodologie de suivi d'espèces particulières définie et mise en œuvre depuis 2003 a dû être modifiée. En effet, l'herbier de posidonie présent sur le plateau rocheux de Carnon Palavas est en forte régression. Il a perdu plus de 75% de sa surface et le taux de recouvrement au sol entre 2003 et 2009 atteint des valeurs inférieures à 10%. La densité des faisceaux de posidonie par m² est également en forte régression. Cette régression n'est pas en relation avec les rejets de MAERA puisqu'elle a été observée bien avant la mise en service de l'émissaire en mer. Toutefois, l'herbier suivi étant devenu fortement morcelé, il est nécessaire de

procéder à un suivi sur un second herbier, en parallèle du suivi à maintenir sur le site initial. Afin de ne pas doubler les coûts associés, les suivis seront effectués non pas chaque année comme précédemment, mais tous les deux ans. Ces adaptations ont été validées par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Cette modification du suivi, qui apporte un grand avantage technique et surtout en termes de fiabilité des résultats, nécessite une plongée de reconnaissance pour décider de la position finale du second site et un déplacement sur les deux sites à chaque campagne biannuelle. Le surcoût associé à ce changement est de 8 710 € H.T. pour la totalité du programme de 2010 à 2014 inclus.

Le montant de la prestation de suivi des herbiers de posidonie passerait ainsi de **35 050,00 € H.T.** à **43 760,00 € H.T.** Le montant total du lot n°2, s'élèverait à **580 828 € H.T.**, soit **694 670,29 € T.T.C.** Le pourcentage d'augmentation du marché serait de 1,5%.

Ces dispositions font l'objet d'un projet d'avenant n°1 qu'il est proposé d'approuver.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 au marché n°2233 lot n°2 du suivi du milieu marin relatif au rejet en mer de la station d'épuration MAERA, attribué à la société CREOCEAN, portant le montant total du marché à 580 828 € H.T. soit 694 670,29 € T.T.C.,

- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 011,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant au marché susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°42 : ENVIRONNEMENT – RÉGIE DE COLLECTE ET DE VALORISATION DES DÉCHETS - ACQUISITION DE VÉHICULES DE COLLECTE - COMMANDE AUPRÈS DE L'UGAP - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Régie de collecte et de valorisation des déchets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est équipée de 35 engins de collecte et de traitement répartis sur les sites de Pignan, Castries et Grammont.

Les engins de collecte des déchets ménagers, compte tenu de l'utilisation intensive qui en est faite, et de leurs conditions d'emploi, nécessitent un renouvellement régulier. L'analyse du coût de maintenance d'une benne à ordures ménagères permet de conclure que l'intérêt financier de la collectivité est de renouveler le matériel de collecte lourd en moyenne tous les 7 ans et le matériel léger tous les 5 ans.

Actuellement 3 bennes à ordures ménagères, 1 camion de transport poly bennes, et 1 mini benne ont atteint leurs limites d'utilisation et doivent être renouvelés en 2013.

Après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun de recourir à une commande auprès de l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) qui a elle-même procédé préalablement à la consultation des fournisseurs de véhicules et d'équipements par voie d'appel d'offres, dans le respect du Code des marchés publics.

Les fournitures feront l'objet d'une commande d'un montant maximum de 700 000 Euros T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une commande à l'UGAP tel qu'exposé ci-dessus,

- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de la commande seront inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette commande ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°43 : ENVIRONNEMENT – MARCHÉS N°3220GD13 DE TRAITEMENT DES DÉCHETS VÉGÉTAUX ISSUS DES POINTS DE PROPRIÉTÉ - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier recueille les déchets végétaux des ménages dans ses vingt points de propriété. Les quantités collectées en 2011 se sont élevées à 17 725 tonnes. Une partie de ces déchets est réceptionnée sur la plateforme de traitement de Grammont, en plus des apports directs des particuliers, des communes et des entreprises, en vue d'y être broyée et livrée à l'usine de méthanisation Amétyst et à la station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts. Cependant, la plateforme de Grammont n'a pas la capacité de traiter l'ensemble des déchets végétaux collectés. Il convient donc de mettre en œuvre des solutions de traitement complémentaires au travers des prestations externalisées.

Les marchés de prestations de service n°2261 et n°2648 portant sur le traitement des déchets végétaux issus des points de propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier arrivent à échéance le 14 mai 2013.

Afin d'assurer la continuité du service public de traitement des déchets végétaux ménagers, il est nécessaire de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres en application des articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés.



Ces prestations se décomposent en deux lots :

Lot n°1 : admission et broyage des déchets végétaux issus des points de propreté

Dans ce lot, le titulaire assurera les prestations suivantes :

- La réception et la pesée des déchets végétaux bruts ou broyés ;
- Le broyage de la totalité des déchets végétaux bruts admis ;
- Le chargement des véhicules assurant la livraison de déchets végétaux broyés à la station d'épuration de Fabrègues ;
- Le chargement éventuel de véhicules assurant, dans le cadre du lot n°2 ci-dessous, le transport du broyat vers d'autres exutoires de traitement autorisés ;
- Le traitement éventuel par valorisation organique du surplus de déchets végétaux broyés n'ayant pu être pris en charge dans le cadre du lot n°2.

Lot n°2: L'enlèvement de déchets végétaux broyés et leur traitement par valorisation organique

Dans ce lot, le titulaire assurera les prestations suivantes :

- L'enlèvement de déchets végétaux broyés sur la plateforme de compostage de Grammont, exploitée en Régie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ou sur le site du titulaire du lot n°1 ;
- Le traitement par valorisation organique des déchets végétaux enlevés.

Pour les deux lots, le tonnage annuel à traiter est évalué à 12 000 tonnes. Ce tonnage est susceptible de varier en fonction des aléas météorologiques ainsi que des contraintes liées à la réalisation des travaux de rénovation de la plateforme de Grammont qui débiteront au second semestre 2013.

Les marchés seront conclus pour une durée d'un an à compter de leur date de notification, avec reconduction expresse de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par périodes d'un an dans la limite de 2 années supplémentaires. Les prestations seront réglées par application de prix unitaires.

Le coût global de ces prestations est estimé à 500 000 € H.T. par an sur la base du détail quantitatif estimatif établi en fonction du bilan d'exploitation du premier semestre 2012. Le montant du lot n°1 est estimé à 350 000 € H.T., celui du lot n°2 à 150 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres pour le traitement des déchets végétaux issus des points de propreté,
  - dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 928, et seront complétés dans les prochains budgets en tant que de besoin,
  - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, à signer les marchés n°3220GD13 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°44 : ENVIRONNEMENT – AMÉNAGEMENT DE LA RD 17 POUR LA DESSERTE DU POINT PROPRETÉ DE MONTFERRIER-SUR-LEZ / PRADES LE LEZ - CONVENTION TRIPARTITE AVEC LA COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ ET LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération a mis en service en mai 2010 le Point Propreté DEMETER de Montferrier-sur-Lez / Prades le Lez sur les terrains vendus par la Commune de Montferrier-sur-Lez face à l'ancienne distillerie, qui constitue la vingtième unité du schéma global d'équipement du territoire communautaire. La réalisation de ce Point Propreté avait donné lieu à un premier aménagement de la RD 17 en collaboration avec les services du Département de l'Hérault, afin d'en faciliter l'accès.

Aujourd'hui, la desserte du projet d'urbanisation nouvelle du secteur de Caudalie (ancienne distillerie) face au Point Propreté DEMETER, nécessite un aménagement supplémentaire de la chaussée afin d'améliorer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic entre le rond point existant du Baillarguet et la RD17e11, par la création d'un nouveau giratoire, au droit du pont de Montferrier-sur-Lez (PR 7+811). Les parcelles nécessaires à l'emprise de l'aménagement sont mises gracieusement à disposition du Département par la Commune de Montferrier-sur-Lez.

Complémentairement, au titre des avantages que représente un tel aménagement pour le service rendu aux usagers du Point Propreté, la Commune de Montferrier-sur-Lez et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont décidé d'apporter leur concours financier au Département de l'Hérault pour la réalisation des travaux, par la conclusion d'une convention tripartite, de caractère administratif.

L'enveloppe prévisionnelle de l'opération est de 426 421,40 € H.T., soit 510 000 € T.T.C., pour laquelle le concours financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est fixé forfaitairement à 75 000 € net de taxe, soit 17,60% du coût H.T. des travaux. Le concours de la Commune de Montferrier-sur-Lez est fixé à 184 197,32 € net de taxe, soit 43,20% du coût H.T. des travaux.

La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera versée à réception de l'avis de paiement émis par le Département de l'Hérault à la notification du marché de travaux à son titulaire prévue en mars 2013, accompagné des justificatifs correspondants.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention tripartite entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune de Montferrier-sur-Lez et le Département de l'Hérault pour l'aménagement de la RD17,
  - dire que les crédits nécessaires à l'exécution de cette convention seront inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
  - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention tripartite entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune de Montferrier-sur-Lez et le Département de l'Hérault pour l'aménagement de la RD17 et tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°45 : HORS COMMISSION – MANDAT SPÉCIAL (MISSIONS ET REPRÉSENTATION) - PRISE EN CHARGE - APPROBATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Président et les élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont amenés à effectuer en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Communauté d'Agglomération, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la Communauté d'Agglomération auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national, appartenant à l'union européenne ou à des pays situés en dehors de l'union, la participation à des congrès, colloques et autres manifestations organisées par des organismes nationaux et internationaux d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ils peuvent aussi concerner la représentation de notre groupement au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial tel que défini ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation.

Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par le budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément à l'article L. 2123-19 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'il engage à l'occasion de ses fonctions et dans l'intérêt de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Au titre de l'année 2013, les frais de représentation et ceux relevant du mandat spécial tel que défini ci-dessus, seront remboursés pour l'ensemble des élus sur la base de frais réels et justifiés dans la limite de 40 000 € pour l'année 2013. En cas d'événement exceptionnel, nécessitant le déplacement de plusieurs élus et acteurs économiques et sociaux à l'étranger une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le principe de remboursement à Monsieur le Président et aux élus, des frais de transport, hébergement et restauration engendrés au titre des frais de représentation du Président et du mandat spécial tel que défini ci-dessus, sur la base de frais réels et justifiés,
- dire que ces frais seront imputés sur le budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°46 : HORS COMMISSION – VISITE GARE ITALIE - ROME / TIBURTINA LE 21 DÉCEMBRE 2012 - AUTORISATION DE FINANCEMENT**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Dans le cadre du projet du projet urbain du quartier OZ Montpellier Nature urbaine, sur les communes de Lattes et de Montpellier et en particuliers des conditions d'insertion de la gare nouvelle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a effectué une visite de la nouvelle Gare de Tiburtina à Rome en Italie le 21 décembre 2012.

Cette gare est en effet une référence intéressante pour la gare nouvelle de Montpellier, car elle est notamment construite « en pont » sur le plan de voies et qu'elle permet d'accompagner une traversée piétonne structurant une liaison entre deux quartiers.

Les participants à cette visite étaient :

Élus :

- M. Michaël DELAFOSSE, adjoint au Maire de la Ville de Montpellier, conseiller communautaire, Techniciens de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- M. Yves NURIT, directeur général adjoint,

Techniciens hors Communauté d'Agglomération de Montpellier :

- M. Rémy AILLERET de la Ville de Montpellier, directeur général adjoint,
- M. Arnaud DIGUET chef de projet de la SAAM.

Le coût de cette mission à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 3133,34 €. T.T.C.

Par ailleurs, RFF a pris en charge les frais de déplacement de ses propres techniciens à cette visite.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation d'élus et de techniciens,
- autoriser la prise en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier des frais engendrés par cette mission pour un montant de 3133,34 € T.T.C.,
- dire que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.